MESSAGE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS AU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE (P. 4)

No 22 du 5 janvier 1978 au 19 janvier 1978

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge No 795

1978 : CRISE CAPITALISTE ET RIPOSTE OUVRIERE







Souscription

50 MILLIONS

La victoire à portée de la main

Chers amis, lecteurs et camarades, ne relâchez pas vos efforts car la bataille politique pour les 60 millions continue. C'est cette somme qu'il nous faut réunir pour régler toutes nos dettes de l'année 1976. Il reste donc encore 10 millions anciens à trouver dans les plus brefs délais et nous décidons pour cela de prolonger la souscription pendant un mois jusqu'à la fin janvier.

Souscription pour la presse révolutionnaire TJC — 1 007 F
Souscription Nord — 360 F
CD Lénine — 140 F
CD Paysans — 30 F
Soutien au quotidien S et C — 200 F
CD Camille Porchet — 110 F
CD Maurice Audin — 140 F
Supplément à réabonnement GP — 180 F
Pour l'unité des marxistes-léninistes — 114 F
Soutien à HR recueilli auprès des lecteurs et sympathisants — 75 F
Supplément à réabonnement CB — 180 F
Supplément à réabonnement AM — 50 F
supplément à réabonnement A CH — 22 F
CD Jeanne Labourbe — 200 F
CD François Marty — 200 F

CD André Marty — 940 F
Une vieille résistante — 1, 50 F
En supplément au quotidien à la porte d'une usine — 2 F
En supplément à bimensuel à la porte d'une usine — 2 F
Sur un marché du Nord — 1 F
Une femme de ménage — 10 F
Un couple de camarades — 100 F
Supplément à réabonnement BC — 7 F
" " " HR — 30 F
" " " SG — 4 F
" " " VB — 100 F
" " " BY — 2 F
" " " LMMN — 44 F
Soutien mensuel RD — 100 F
Supplément à réabonnement LS — 10 F
" " " VM — 10 F
" " " JPR — 30 F
CD province B — 150 F
Souscription exceptionnelle à la suite d'une rentrée d'argent, un travailleur — 1 000 F
Supplément à réabonnement TL — 100 F
" " " LC JM — 20 F
" " " VJM — 8 F
" " " SL — 5 F
" " " DL — 30 F
" " " BA — 30 F
CD André Marty — 350 F
Supplément à réabonnement C. — 36 F
" " " JPP — 22 F
Supplément à réabonnement BB — 344 F
Supplément à réabonnement VJ — 44 F
Deux salariés agricoles, trois paysans, quatres enseignants — 670 F
Supplément à réabonnement DM — 344 F
" " CP — 44 F
Pour que vive le quotidien DCH — 150 F
Supplément à réabonnement DJC — 168 F
Souscription militante PJC — 5 F
Supplément à réabonnement JLS — 44 F
" " JB — 20 F
Supplément à réabonnement PTH — 5 F

Un routier sympathisant — 50 F
Un petit paysan — 20 F
Un petit paysan — 50 F
Supplément à réabonnement LKJ — 18 F
Meeting 1er Mai (Nord) — 243, 70 F
Sur un marché du Nord — 2 F
Au porte à porte — 14, 50 F
Pour le quotidien — 164, 50 F
Sur une braderie du Nord — 8 F
Supplément au «Travailleur du Nord» — 5 F
Souscription au meeting du Premier Mai à Paris — 68, 25 F
CD Dombrowsky — 68 F
Supplément à réabonnement DD — 94 F
" " " CU — 4 F
" " " CJY — 30 F
Un travailleur de Doittau — 20 F
Supplément à réabonnement WP — 44 F
" " " MR — 20 F
" " BMD — 30 F
" " MJ — 44 F
" " M. et Mme S — 4 F
" " JF — 72 F
" " CP — 44 F
" " BM — 4 F
" " JA — 30 F
" " LCH — 44 F
" "MD — 75 F
S CH — 409 F
Sur le maigre salaire de ma femme et sur le mien — 1 200 F
Supplément à réabonnement — 20 F
CD Maurice Audin — 1 350 F
Collecte locale G CL — 478 F
Des militants du Nord — 375 F
Pour que triomphent nos idées et arracher la classe ouvrière au révisionnisme GD — 1 000 F
Des sympathisant du Nord — 50 F
Sur un marché HD — 28 F
VE — 300 F
Supplément à réabonnement LCJ — 200 F
Pour la souscription TH F sur un report payé — 1 000 F

DEMANDE DE CONTACT

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :
Nom
Prénom
Adresse
Signature

AVIS AUX DIFFUSEURS ET LECTEURS DE LA REVUE «PROLETARIAT»

le numéro 15 sortira vers le 20 janvier prochain.

Nous vous demandons d'effectuer sans tarder les réglements de vos prises du no 14, afin de pouvoir payer l'imprimeur qui exige un règlement préalable à la sortie du prochain numéro.

Voici l'adresse et le CCP de notre revue : Proletariat BP 320-13213 Marseille Cedex1 CCP : no 2190-89 -H centre de Marseille.

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro




L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 4e trimestre 1977
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef*, Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes :* Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration :* Jean-Luc Boyer. *Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication : Suzanne Marty.*

A l'occasion du 10e anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France

MESSAGES DE SALUTATIONS DE PARTIS MARXISTES -LENINISTES

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France nous a envoyé des messages de félicitations qu'il a reçus de partis marxistes-léninistes frères, dont le message du Parti communiste chinois. Nous en commençons ici la publication, nous la continuerons dans l'Humanité rouge quotidienne.

Le Parti communiste chinois

AU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Chers camarades,

A l'occasion du dixième anniversaire de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France, nous vous présentons, au nom de tous les membres du Parti communiste chinois et, par votre intermédiaire, à tous les membres de votre Parti, nos chaleureuses et fraternelles félicitations.

Durant ces dix dernières annés le Parti communiste marxiste-léniniste de France, ne ménageant aucun effort pour lier la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution en France, héritant de la tradition de la Commune de Paris et portant haut levé le drapeau de la révolution, a mené une lutte inlassable contre le capital monopoleur du pays, contre les deux superpuissances – l'Union soviétique et les États-Unis, en particulier contre le social-impérialisme soviétique, et pour l'instauration du socialisme en France.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France a remporté des succès réjouissants dans la critique du révisionnisme, dans le renforcement de l'édification du Parti et dans ses liens avec les masses.

A l'heure actuelle, la situation internationale continue d'évoluer dans un sens favorable aux peuples du monde. Nous sommes convaincus que dans le cadre de cette excellente situation, le Parti communiste marxiste-léniniste de France remportera des victoires encore plus grandes dans ses luttes ultérieures.

Basées sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, l'amitié et l'union entre nos deux Partis se renforceront et se développeront encore davantage.

Vive le marxisme-léninisme toujours victorieux!

Le Comité Central du
Parti communiste chinois.

Le 29 décembre 1977 à Pékin.

Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique

Bruxelles, le 22 décembre 1977

AU COMITÉ CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE.

Chers camarades,

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France et le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique ont entre eux de solides liens fraternels, marqués par l'amitié et par une grande communauté de vue.

A la fin de cette année, ce sera le dixième anniversaire du Congrès de Puyricard qui a donné naissance à votre Parti. Nous tenons à vous féliciter chaleureusement à cette occasion et à vous souhaiter de grandes victoires dans votre combat pour la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat en France, pour l'indépendance nationale et contre l'hégémonisme des deux superpuissances, en premier lieu contre le social-impérialisme soviétique, principal foyer de guerre dans le monde.(...)

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsétoung !

Recevez nos fraternelles salutations.

Fernand LEFEBVRE
Premier secrétaire du Comité Central.

Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas

Haarlem, décembre 1977

AU COMITÉ CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE
DE FRANCE

Chers camarades,

Au nom du Comité Central du Parti Marxiste-léniniste des Pays-Bas, je vous félicite à l'occasion du 10e anniversaire de votre Parti , le Parti communiste marxiste-léniniste de France.(...)

Notre Parti est fier d'avoir de bonnes relations avec le Parti Français et nous voulons souligner l'importance de l'unité d'opinion de nos deux Partis sur les questions les plus importantes d'aujourd'hui : la théorie des trois mondes développée par le camarade Mao Tsé-toung et la lutte contre les deux superpuissances en Europe en considérant le social-impérialisme de l'URSS comme le plus dangereux.(...)

Gloire au Parti communiste marxiste-léniniste de France et à son Comité Central !

Gloire au marxisme-léninisme et à la pensée maotsétoung !

Le secrétaire .
C. Petersen.

1978

DES VŒUX QUI NE SE REALISERONT QUE PAR LA LUTTE

Le premier de l'An, c'est connu, la coutume est de formuler des vœux. C'est pourquoi le chef de file du capital monopoleur français est venu parler, selon la coutume, «aux Françaises et aux Français» et leur présenter ses vœux.

La coutume n'excuse pas tout, et la ritournelle de Giscard d'Estaing sur «le bonheur, la santé et patati, patata... » tenait de la provocation, quelques semaines après l'avertissement de Barre selon lequel, en 1978, les travailleurs devront accepter de nouveaux sacrifices.

En fait, Giscard d'Estaing mise sur un thème, le gouvernement et la classe dominante qui tient en main tous les leviers de la crise économique et politique, ne seraient, selon lui, nullement responsables des difficultés que connait «la France».

En réalité, un examen de la réalité vue d'en bas, vue du point de vue de ceux qui triment et qui payent la crise nous apprend autre chose. Derrière ce grand mot «la France», il y a une opération bien pratique qui permet de mettre tout le monde dans le même sac : ouvriers et banquiers, grands bourgeois et petits employés, gros propriétaires fonciers et petits paysans.

Or, est-ce que ce sont les ouvriers qui jettent les capitalistes sur le pavé, sans travail et sans ressources ou l'inverse ? Est-ce que ce sont les ouvriers qui décident de placer leurs capitaux ailleurs ? Y a-t-il beaucoup de banquiers et de gros industriels réduits à la misère ? En réalité, non seulement la crise actuelle qui s'accompagne de chômage et de hausse des prix est le produit du système capitaliste mais, de plus, c'est sur la classe ouvrière et les masses populaires que le poids en repose, non sur la bourgeoisie capitaliste.

Dans cette situation, quel est le rôle du gouvernement ? C'est précisément de reporter le poids écrasant de la crise sur le peuple. Augmentation des prix, augmentation des impôts directs et indirects, blocage des salaires, etc. Et quand les ouvriers et les autres travailleurs se révoltent, que fait le gouvernement à la tête de l'État capitaliste ? Il envoie ses forces de répression et ses juges pour mater les opprimés et défendre la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire le principe de l'esclavage salarié.

Alors quand Giscard, la bouche en cœur, vient fredonner «si tous les gars de France voulaient se donner la main»... pas besoin d'un dessin, on a compris. Ça veut tout bonnement dire «si tous les travailleurs voulaient tendre la joue droite quand on les frappe sur la joue gauche... 1978 serait une bonne année pour tous nos capitalistes».

Inutile de rêver, monsieur le président de la République des banquiers et des trusts, 1978 sera certainement une année de luttes ouvrières et populaires en France comme dans les dernières colonies françaises. C'est notre vœu le plus cher. Un vœu que nous n'adressons pas au ciel, nous, mais à la classe ouvrière et aux masses populaires.

Car c'est par la lutte unie et résolue, en déjouant tous les pièges des capitalistes et de leurs valets, que les travailleurs de France réaliseront leurs légitimes souhaits immédiats et prépareront une société meilleure, socialiste, de dictature prolétarienne sur les exploiteurs, société qui naitra nécessairement d'une révolution prolétarienne.

Les législatives de 78 et nous

AUJOURD'HUI : LORIENT

En toute indépendance des partis bourgeois

Lorient est une ville de Bretagne, le deuxième port de pêche de France. Une ville industrielle en partie. Une ville qui connait le chômage, les fermetures d'usines et les licenciements, comme toutes les villes de Bretagne, toutes les villes de France. Lorient, c'est aussi une ville où la classe ouvrière et les travailleurs luttent pour leur emploi, pour leurs droits et leurs revendications. Une ville où la lutte s'organise de plus en plus en toute indépendance des partis bourgeois.

Quelques concentrations ouvrières de moyenne importance comme l'arsenal (4 000 travailleurs), la Société bretonne de fonderie et de mécanique (rattachée à Renault, 1 400 travailleurs), auxquelles il faut ajouter les 1 100 employés de la ville, le millier de travailleurs de l'hôpital. Des entreprises plus petites aussi : l'hôpital Bodélio, les ateliers centraux des PTT, les papeteries Mauduit-Quimperlé, l'hôpital Charcot, l'Union des coopérateurs de Bretagne, la société Ducassou ou l'entreprise Plastimo emploient entre 400 et 900 travailleurs chacune.

Au port de pêche lui-même viennent s'adjoindre un certain nombre d'entreprises de commerce, alimentation, bois, vin et un port industriel : réparation des navires, conservation du poisson, construction navale.

Lorient n'a pas échappé à la crise du capitalisme. 8 000 chômeurs en septembre 1977, c'est déjà un chiffre important et les fermetures de petites et moyennes entreprises continuent. Sur le port de pêche, les petits pêcheurs sont condamnés à disparaître, la pêche devenant de plus en plus industrialisée, aux mains de quelques gros monopoles. Un nom comme celui de Besnard est très connu sur le port ; il contrôle quasiment tout le processus de travail, de la pêche à la commercialisation.

Le maire de Lorient ? Un patron de gauche

Notre camarade Romain Le Gal, candidat marxiste-léniniste, à Lorient, a le privilège d'avoir un patron de gauche. Privilège si l'on veut, car Lagarde, maire socialiste de Lorient, est un patron comme les autres.

Le 23 juillet 1975, le bureau municipal signifiait à une femme de ménage qu'elle était renvoyée , sous le motif vague et confus de «conduite déplorable».

Il a fallu toute la mobilisation organisée de la section syndicale où milite notre camarade Le Gal pour que le 28 octobre de la même année, cette travailleuse soit gardée à l'essai.

La mobilisation se poursuivait et il y a un peu plus d'un mois, après un long combat, cette travailleuse était définitivement réintégrée dans ses fonctions, deux ans après la décision de licenciement.

La mairie de gauche est aussi responsable de l'hôpital où travaille le camarade Jean David, candidat suppléant, dans la mesure où le maire de la ville est président de l'hôpital.

Or, lors de la tournée de Simone Veil, le 4 novembre1977, les travailleurs de l'hôpital avaient décidé d'aller accueillir cette grande bourgeoise comme il se doit, lui exprimer, tous ensemble, leurs revendications sur les bas salaires et les conditions de travail.

La manifestation fut confrontée à la police, tandis qu'à l'intérieur de l'hôpital, Lagarde le socialiste sablait le champagne avec Simone Veil.

Le PCF siège, lui aussi , à la mairie, mais il reste plus dans l'ombre. Cela n'empêche pas qu'à l'heure actuelle, ce sont les élus du PCF à la mairie qui tiennent les postes techniques et administratifs-clés, ce qui leur permet de contrôler quasiment tout ce qui se fait.

Signalons que pour avoir des postes importants, pour monter dans la hiérarchie, il est préférable de se syndiquer à la CGT et d'être bien vu des élus du PCF.

Le candidat député du PCF, Guillemot, est adjoint au maire, membre du Comité central du PCF et responsable de la commission des finances.

Par leur pratique quotidienne, nos camarades ont pu se confirmer dans l'idée qu'il n'y a rien de bon à attendre de l'élection d'un député de gauche. Beaucoup de travailleurs de Lorient peuvent arriver à la même conclusion en regardant par exemple ce qui s'est passé lors de la lutte des Forges d'Hennebont ou lors de l'action au camp de camping de Larmor-plage.

Notre camarade Romain Le Gal passa 5 mois en prison, accusé de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France, inculpé par la Cour de sûreté de l'Etat. Il fut libéré le 9 novembre 1976 grâce à une large mobilisation dans toute la France.

Le PCMLF, interdit par la bourgeoisie le 12 juin 1968, continue son combat dans la clandestinité. Il soutient les candidats marxistes-léninistes présentés dans tout le pays pour ces élections législatives.

Sur la photo, nous voyons le camarade Romain Le Gal accueilli à Lorient après sa libération de prison (photo HR)



Deux luttes, une même volonté

Si nous, marxistes-léninistes, présentons des candidats aux élections législatives, ce n'est pas dans un but électoraliste. Nous savons que l'élection à la chambre des Députés n'apportera pas aux travailleurs de notre pays la satisfaction de ses aspirations.

Mais nous voulons profiter de ces élections pour rappeler solennellement que seule paie la lutte quotidienne, en toute indépendance des partis de gauche et de droite.

Regardons par exemple ce qui s'est passé aux Forges d'Hennebont. Quand, pour des raisons de restructuration, afin de faire de plus grands profits, le patronat décida de fermer les forges, il était clair que l'on ne pouvait rien attendre du gouvernement. Au nom de la décentralisation, on promettait la création d'usines dans la région de Lorient. L'usine France-élevage fut suivie de Leroux et Leutz, elle-même suivie de Sogemat, puis vint Molybois, autant d'usines qui firent faillite dans les plus brefs délais.

Alors pour défendre l'emploi, fallait-il faire confiance aux dirigeants de la gauche ? Ils allèrent de pourparlers en démarches, dans le seul but, eux aussi, de faire venir des patrons dans la région. Toujours prêts à accepter le rachat des usines en faillite, ils ne se soucient guère de l'emploi de tous ni des conditions de travail. Ils négocient à n'importe quelle condition.

Les usines ferment dans la région et aucun emploi n'est créé. Le chômage s'étend. Ce ne sont pas les pourparlers, les délégations avec les élus qui résolvent les problèmes.

Regardons aussi ce qui s'est passé au camp de camping de Larmor-plage. Quand le maire Le Coz, candidat giscardien aux élections législatives prochaines, décida de supprimer ce camp de camping populaire pour créer un centre de tourisme plus rentable au niveau touristique, la seule forme de lutte convenable était alors l'occupation du terrain.

C'est ce que prépara le comité de défense, composé de campeurs qui regroupait aussi bien des militants de base du PCF que des marxistes-léninistes.

Mais, par contre, où étaient les dirigeants CGT et PCF locaux ? Quand les flics envoyés par le giscardien Le Coz intervinrent, où étaient ces responsables de gauche ? Pas sur le terrain de la lutte.

Cette conscience que l'on ne peut rien attendre ni des hommes de la droite, ni des responsables syndicaux ou des élus des partis de gauche se développe à Lorient comme partout en France, car les faits sont là pour le prouver. C'est cette idée fondamentale que les marxistes-léninistes mettront en avant à Lorient dans la bataille politique de mars 1978.

Philippe LECLERQ

L'HUMANITE ROUGE QUOTIDIEN SUR 8 PAGES A PARTIR DU 16 JANVIER

Nous traiterons largement de la bataille politique de 78, dans chaque numéro

Une des missions de l'armée française

Assurer la protection de ses intérêts impérialistes

Le 18 décembre dernier, le ministre de la Défense, Yvon Bourges, disait que «l'armée française doit être prête à assurer hors du territoire national la protection des intérêts et des ressortissants français s'ils se trouvent gravement menacés». La défense des intérêts, impérialistes outre-mer, tel fut également le lendemain le thème de la déclaration de De Guiringaud, ministre des Affaires étrangères. Le 15 décembre, c'était cette même armée qui bombardait au napalm et au phosphore une colonne de Sahraouis et de prisonniers mauritaniens !

Quelles sont les capacités d'intervention outre-mer de l'armée française ? Sans prétendre dresser un tableau très complet et avoir des chiffres bien à jour, prenons quelques exemples.

Unités spéciales d'interventions

Dès la prise d'otages sur l'aéroport ougandais d'Entebbé, des études spéciales ont été menées tant au centre opérationel des armées, qu'au commandement de la 11e Division parachutiste, dans le Sud-Ouest, pour examiner les conditions d'une intervention de la France qui aurait pu permettre, au terme d'une expédition aérotransportée, la récupération des passagers de l'avion Airbus. Des détachements de la 11e Division parachutiste ont été mis en mesure d'exécuter une telle opération. Des études avaient été ordonnées, précédemment, dans l'éventualité d'une présence militaire française au Liban.

Il reste que l'alerte suractivée de la 11e Division parachutiste permet de disposer de la valeur d'un régiment prêt à embarquer dans les 12 heures qui suivent.

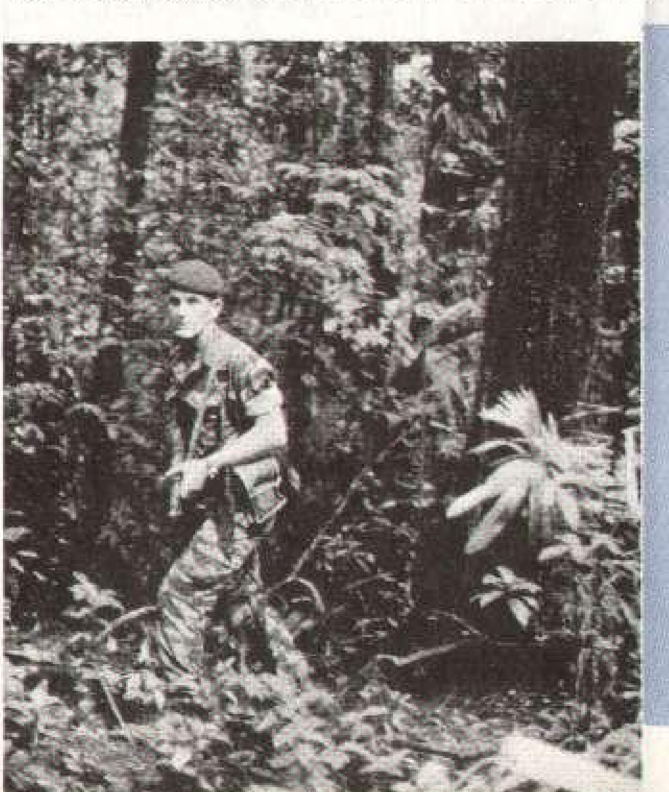
Au total, trois compagnies dites compagnies Guépard, forte chacune de cent trente-huit hommes, étaient consignées dans leurs casernements ou à l'intérieur de la garnison. Six heures après, l'ordre éventuel du gouvernement, la première compagnie était en état de s'envoler. Les deux autres compagnies étaient disposées à suivre dans les 9 à 12 heures, mais ce délai de mise en route peut être sensiblement réduit si une alerte renforcée est décrétée.

Une fois constitué uniquement d'engagés, il y a tout lieu de penser que le premier régiment parachutiste d'infanterie de marine, à Bayonne, deviendra une de ces unités spéciales d'intervention dont rêve l'impérialisme français.

Pour intervenir outre-mer

De nouveaux régiments sont créés pour renforcer la 2e Division (Sud-Ouest) et la 9e Division d'infanterie de marine (Bretagne). Plusieurs sont totalement formés d'engagés, tous sont modernisés.

Suite page 10



La Guyane, la dernière colonie d'Amérique du Sud, un terrain d'entraînement pour les légionnaires.

Sahara occidental

Course aux profits et lâche agression du pouvoir français

Alors que le Front Polisario n'a pas déclaré la guerre à la France, le gouvernement français a agressé le peuple sahraoui et massacré un grand nombre d'innocents. En riposte à ce crime ignoble, deux avions Jaguar français ont été abattus.

Les motivations profondes qui ont poussé la bourgeoisie française à déclencher une guerre néo-coloniale, c'est qu'elle espère ainsi préserver les énormes intérêts financiers qu'elle possède dans la région. Ce sont les profits capitalistes et non les peuples qui l'intéressent. Les Français, faits prisonniers par le Polisario, n'ont servi que de prétexte. Car ces mêmes prisonniers ont vu quels étaient en fait l'agresseur et l'agressé, ils ont pris conscience que l'impérialisme français intervenait en s'ingérant grossièrement dans un conflit qui oppose le peuple sahraoui avec la Mauritanie et le Maroc.

Les réserves de fer, uranium, pétrole et gaz encore non exploitées, les énormes richesses de phosphate (10 % des réserves mondiales), ce sont ces richesses sur lesquelles la bourgeoisie monopoliste veut mettre les pattes. C'est bien pour cela que les grandes banques (telles Paris et Pays-Bas ou Rotschild) ou le trust Usinor ont fait d'énormes investissements de capitaux.

Suite de la page 8

Les dites «forces d'intervention» sont chargées d'assurer *«la présence française hors du territoire»*. Elles sont composées de 20 à 25 000 hommes aéroportés (1) qui peuvent intervenir rapidement à l'extérieur (et en France également). Ce sont des régiments d'infanterie de marine (les RIMA), de la Légion étrangère (1er et 2e REP) et des parachutistes.

Les forces française stationnées outre-mer, ce sont *«des unités de troupes de marine et de Légion étrangère d'un volume actuel de 10 000 hommes environ (qui) assurent la présence française dans les départements et territoires d'outre-mer» (2)*.

Au mois de juillet 1976, c'est-à-dire un an avant l'indépendance de Djibouti, il y avait 7 commandements d'outre-mer : Antilles, Afrique occidentale, Afrique centrale, Territoire des Afars et des Issas (Djibouti), océan Indien-sud, Nouvelle-Calédonie, Polynésie ; plus le commandement indépendant de Côte d'Ivoire et un commandement maritime. Environ 2 000 hommes des trois armées (Terre, Air, Mer) sont en service outre-mer, mais les effectifs peuvent varier en fonction des situations locales.

A cela, il faut ajouter les militaires français qui servent sous l'uniforme d'une armée étrangère, comme c'est le cas au Tchad.

Le mensonge de la prétendue assistance

En ce qui concerne la prétendue «assistance technique à l'étranger», en 1976, il y avait 1 057 officiers et sous-officiers (3) et «assistants techniques» à l'étranger. Ces chiffres excluent les militaires du contingent ou les cadres d'active qui servent au titre de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'administration générale, de l'équipement ou de l'industrie.

L'impérialisme français ne se contente pas d'exploiter notre peuple, il maintient encore son oppression dans un certain nombre de colonies (les soi-disant départements d'outre-mer). Il pratique aussi le néo-colonialisme.

Ainsi, dans d'autres pays avec lesquels ont été conclus des contrats dit «d'assistance», l'armée française est présente. Elle y est pour défendre ses intérêts impérialistes, pour piller leurs richesses et s'opposer aux luttes d'indépendance des peuples, y compris par le feu et le sang, en prétendant y jouer le rôle de gendarme.

En vérité, il s'agit d'enchainer ces pays à la France. C'est un moyen de contrôler les armées de certains pays du tiers monde, et de veiller à ce qu'elles ne puissent être utilisées contre les intérêts impérialistes français : fourniture de matériel et donc contrôle étroit des munitions (les armureries de certains pays sont sous clés françaises !), etc.

En fait, les missions imparties aux forces armées bourgeoises dans notre pays sont le fidèle reflet des positions adoptées par la bourgeoisie française sur tous les problèmes de la lutte des classes à l'échelle mondiale, étant entendu que les relations entre Etats, les luttes contre l'agression, l'ingérence ou au contraire l'oppression d'autres peuples, sont en dernier ressort des luttes de classes.

Serge LAFORGE

(1) En 1976, il y avait 17 000 hommes de la 11e Division de parachutistes renforcée de moyens aériens ou navals.
(2) Tiré de la brochure «Français, voici votre armée», de juin 1977 ; éditée par le service d'information et de relations publiques des armées.
(3) Il y en avait 1 468 en 1975. Le montant des dépenses au titre de cette prétendue aide a augmenté de 7,3 %, mais varie selon les destinations.

Tchad, Côte d'Ivoire...

Les 5 et 6 mars 1976, Chirac se rendait au Tchad pour signer les nouveaux accords de coopération. La coopération militaire y est renforcée. Par contre, à propos d'un retour possible des troupes françaises qui ont quitté le Tchad en 1975, le chef de la diplomatie tchadienne a répondu : *«Il n'est pas question d'un retour de la base française au Tchad et il faut que ce soit clair et net»*.

La Côte d'Ivoire fait partie de ces pays d'Afrique dits francophones, liés par des accords d'assistance militaire et de défense mutuelle. La France maintient sur place 400 hommes : il s'agit du 4e bataillon d'infanterie de marine, renforcé d'un détachement de l'armée de l'air et de gendarmerie.

La principale mission du commandement autonome des troupes françaises consiste à maintenir en condition les installations aéroportuaires pour l'accueil éventuel de détachements d'intervention de l'armée française. Ce qui peut donc servir comme base de départ pour l'impérialisme français dans une guerre d'agression, comme on a pu le voir au Sénégal pour les troupes françaises prêtes à intervenir au Sahara occidental.

Renforcement de la présence française dans l'Océan indien

En 1972, Madagascar proclamait son indépendance et les bases militaires françaises étaient évacuées. En janvier 1976, le gouvernement français a envoyé, pour la première fois, en mission de présence permanente en océan Indien deux sous-marins classiques d'attaque, accompagnés d'un bâtiment de soutien logistique, qui sont arrivés sur place le 3 avril 1976.

La France comptait alors dans cette région 10% de sa flotte de guerre nationale. C'est en importance la seconde flotte de l'océan Indien après celle du social impérialisme russe. Elle dispose d'installations à terre à Djibouti et à la Réunion. La plupart de ses bâtiments de guerre sont armés en permanence (y compris de missiles) ce qui les rend capables de missions militaires.

A la même époque, sans fanfare, sans proclamation, l'impérialisme français équipe cinq bases militaires sur cinq îles désertes au sud-est de l'Afrique, dans l'océan Indien (voir carte). Il a bâti sur chacune une piste d'aviation, édifié des stations de transmissions et des postes d'écoute. Les îles Glorieuses sont équipées pour le tir de fusées.

Le contre-amiral Jean Schweitzer, qui commandait les forces maritimes de l'océan jusqu'au premier janvier 1976, déclarait en mars de la même année : *«La France a une fortune dans l'océan Indien et on ne laisse pas son portefeuille sur le bord de la route sans le surveiller (...). Chaque jour, soixante-dix navires marchands français croisent en moyenne dans ces eaux. Dans cette zone, qui est une zone de troubles possibles, nous avons l'essentiel de nos intérêts, pétroliers notamment, et, ce qu'on oublie souvent, le trafic inverse car nous payons le pétrole avec d'autres produits.»*



Interview du représentant palestinien à Pékin

«LA CHINE, UNE ALLIEE TOTALEMENT SURE»

L'Association de solidarité franco-arabe (ASFA) dans son mensuel «France-Pays arabes» du mois de novembre 1977 a présenté une interview du représentant de l'OLP en Chine, M. Sami Fayez Mussalam, que nous publions ici intégralement.

«Cette mission a été établie en 1965, à la suite de la visite du premier président de l'OLP, Ahmed Chouqueiry, au mois de mars en Chine. Il y a été reçu comme un chef d'État. Trois décisions furent alors prises par le gouvernement chinois :

— reconnaissance de l'OLP, donc avant tous les pays non arabes et même avant certains pays arabes et ouverture de ce bureau ;

— assistance matérielle et militaire ;

— création d'une journée de solidarité avec la Palestine en Chine.

C'est dire si les liens sont solides, anciens.

La Chine n'a jamais reconnu Israël

F.P.A — Y a-t-il eu une évolution depuis ces douze ans ?

S.F.M — Comme vous le savez, la Chine n'a jamais entretenu la moindre relation avec Israël, elle ne l'a jamais reconnu, se démarquant en cela d'autres pays socialistes. Sa position à notre égard est on ne peut plus claire et pourrait se formuler ainsi : «Vous êtes les représentants de la Palestine spoliée de ses droits. Votre cause est juste. Organisez-vous, formulez votre politique, nous vous soutiendrons». Et, de fait, la Chine n'a jamais exercé de pressions pour modifier nos positions, mais son expérience révolutionnaire nous a été d'un grand soutien. Ici, nous travaillons dans d'excellentes conditions, toutes les facilités nous ont été accordées. La solidarité du peuple chinois, l'aide de ses dirigeants ne nous ont, depuis douze ans, aucunement fait défaut.

F.P.A. — L'ASFA vient d'organiser à Paris un colloque sur le rôle de l'Europe pour le règlement du conflit du Proche-Orient. Quel rôle, selon vous, peut jouer la Chine en ce sens ?

S.F.M — On ne peut aucunement comparer l'attitude de la Chine et celle des pays européens et occidentaux. La Chine est complètement de notre camp. Sa démarche n'a aucune ambiguité. Les pays européens, eux, ont toujours eu des rapports privilégiés avec Israël, ils ont reconnu et parfois approuvé l'occupation sioniste. Désormais, ils semblent modifier leur attitude et tentent de se rapprocher du monde arabe. C'est ainsi que nous, les Palestiniens, pouvons attendre de ces régimes qu'ils fassent pression sur Israël, qu'ils usent de leur influence auprès des sionistes pour les empêcher d'aller trop loin, et pour faire admettre l'existence du peuple palestinien et ses droits historiques. Rien de tel avec la Chine. Il est beaucoup plus important pour nous que la Chine soit une alliée totalement sûre. Vous savez qu'à l'occasion du décès du président Mao Tsé-toung, les sionistes, profitant de l'occasion, ont envoyé un message de condoléances aux dirigeants chinois. C'était une manœuvre déloyale et les Chinois ont refusé le message.

La solidarité agissante de la Chine

La presse chinoise popularise notre lutte et publie de longs commentaires sur les victoires que nous obtenons. Dans toutes les instances internationales, elle nous soutient: Vis-à-vis d'éventuelles conférences de paix, elle comprend notre position. Nous n'avons pas peur des conférences, mais il ne faut pas se leurrer sur les intentions de l'ennemi. Les sionistes clament qu'ils veulent la paix. Mais combien d'agressions n'ont-ils pas déjà fomentées ? Il ne faut pas se tromper sur leurs intentions traitresses. Nous devons nous tenir prêts au combat.

Cette solidarité agissante, ce soutien constant dans l'arène internationale : voilà ce que la Chine fait, et ce depuis le premier jour, sans attendre de contrepartie, pour un règlement de la question palestinienne, c'est-à-dire pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

Délégation palestinienne conduite par Abou Jihad, en visite en Chine.



La Pologne au quotidien

Hausse des prix, corruption, répression

Nous avons rencontré deux personnes qui connaissent très bien la vie en Pologne pour y avoir souvent séjourné. Il ne s'agit pas de militants marxistes-léninistes mais leur témoignage est très précieux. Nous remercions ces deux personnes d'avoir bien voulu répondre à quelques questions.

La Pologne est un pays de 34 millions d'habitants. La vie quotidienne où le trafic tient une large place est le reflet d'une économie totalement inféodée à l'URSS qui connait de très grandes difficultés. Pourtant, la Pologne n'est pas un pays pauvre en voie de développement mais un pays industrialisé. Son faible niveau de vie est dû au pillage du social-impérialisme. Depuis 1973, les revenus nationaux sont en baisse. Les dettes extérieures s'élèvent à 31, 4 milliards de francs en 1975, elles furent de 67, 2 milliards en 1976. Bien sûr, le principal partenaire commercial c'est l'URSS qui lui vend 24% de ses importations et lui achète 33% de ses exportations.

Il y a longtemps que la Pologne n'est plus un pays socialiste. Sous l'impulsion de Krouchtchev, les dirigeants polonais ont renié les principes révolutionnaires marxistes-léninistes et restauré le capitalisme. Une nouvelle classe bourgeoise dirige le pays. La classe ouvrière elle, a retrouvé un parti révolutionnaire, le Parti communiste de Pologne dirigé par Kasimierz Mirjal et qui combat dans la clandestinité.

HR : On entend parler de fortes augmentations des prix des produits alimentaires en Pologne. Qu'en est-il ?

— «En moyenne, l'inflation est de 25 % par an. Au noir, le dollar est passé de 90 à 150 zlotys de 1975 à début 1977. Au niveau des produits alimentaires, les prix sont bloqués par le gouvernement ! Et ça ne bouge pas tellement, mais, en général, quand il les débloque, il y a des hausses considérables mais il est obligé de faire attention sinon ce serait l'explosion. Par contre, il y a des biens de consommation qui coûtent très cher, les machines à laver qui valent six mois de salaire entier. Les chaussures sont aussi d'un prix exorbitant, ce qui pose des problèmes au peuple polonais vu les conditions climatiques là-bas. En général, elles équivalent à la moitié d'un mois de salaire. Pour les vêtements en général, c'est un peu le même problème.

HR : Et le logement ?

— Quant au logement, il y a des gros problèmes. Déjà, il faut attendre pas mal de temps pour en avoir un. C'est toujours par la combine que les gens trouvent à se loger. Il n'est pas rare de voir certaines personnes qui, alors qu'il y a crise du logement, louent plusieurs appartements pour faire de bons bénéfices en le sous-louant.

Une fois, à Varsovie, je cherchais un hôtel mais tous étaient pleins car deux congrès se tenaient dans la ville. Une personne m'a proposé de loger chez elle, en fait, il s'agissait d'un appartement qu'elle n'occupait pas mais qui était réservé pour ce genre de chose. J'ai payé 1 000 szlotys pour une nuit alors que la salaire mensuel est de 3 000 zlotys.

Par contre, les appartements sont le plus souvent occupés par plusieurs familles. Si le fils ou la fille se marient, ils habiteront avec les parents.

HR : On parle souvent du marché noir en Pologne. Pouvez-vous donner des précisions ?

— Il y a des magasins où on ne peut acheter qu'en devises, en marks, en dollars, en francs suisses, en francs français, etc., et le taux de change est basé sur le dollar. Pour le Polonais, le tout est de se procurer des devises pour pouvoir acheter dans ces magasins où c'est beaucoup moins cher et où l'on trouve des tas de produits qui ne sont pas vendus dans les magasins ordinaires. On peut acheter une bouteille de vodka à un prix bien moindre que dans un magasin polonais à côté.

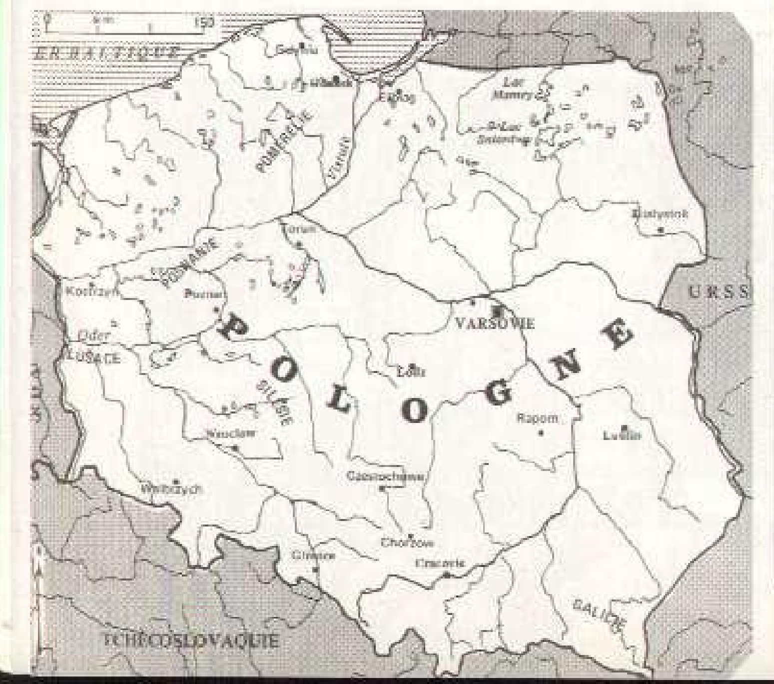
Cela vient du fait que le taux de change dans ces magasins est très différent de l'officiel. Par exemple, l'an dernier, à la frontière et dans les banques, on avait dix zlotys pour un franc alors que, dans les magasins à devises, le zloty valait 50 % moins cher. Alors, par tous les moyens, les gens essaient de se procurer des devises en utilisant des moyens pour le moins pas très légaux.

Les flics se servent bien à propos des contraventions.

Une fois, je me gare devant un de ces magasins et le stationnement devait être limité à 2 minutes 30. Je n'avais pas fait gaffe et quand je ressors, un flic m'attendait à côté de la voiture en me montrant le panneau. Il m'explique qu'il va me mettre un PV. Il me demande les papiers de la voiture et on va s'installer dans sa Polski où il me réclame 100 zlotys. Or, je n'avais sur moi que des billets de 1 000 zlotys et il n'avait pas de monnaie. Je retrouve alors un billet d'un dollar et je lui dis : «Écoutez, je n'ai pas 100 zlotys mais je vais vous donner un billet d'un dollar ; c'est à peu près l'équivalent sur le marché officiel». Alors, il a pris le billet en disant : «C'est bon, je vais m'acheter des cigarettes». Le PV disparaissait..

Le marché parallèle, c'est aussi les cadeaux reçus pour quelques services rendus : des jambons, des bottes et bien sûr, ces produits sont revendus ce qui permet de bons bénéfices. Tout ce trafic explique pourquoi certains roulent en CX 2 000 alors qu'en principe aucun Polonais n'est en mesure de se payer cette voiture.

Le marché parallèle, c'est quelque chose de quotidien. Le ravitaillement est déplorable et il arrive bien souvent que des produits dont la demande est très forte, introuvables en temps normal, sont mis en vente en masse dans les magasins. Alors, les gens craignant de ne plus en trouver par la suite se précipitent et font la queue durant des heures. Par exemple, les gens apprennent que des verres en cristal seront vendus dans tel magasin, à tel moment. Et alors, ils font la queue depuis la veille au soir. Certains en profitent pour le trafic. Ils en achètent au maximum, les stockent une dizaine de jours et les revendent beaucoup plus cher.





Les tanks russes tirent sur le peuple polonais révolté.

HR : L'augmentation brusque des prix et les conditions de vie difficile ont entrainé des grèves et des mouvements très importants, notamment à Gdansk, Ursus et Radom. Pouvez-vous nous expliquer comment ces grèves sont déclenchées, dirigées puis réprimées ?

— Le syndicat là-bas, ce n'est pas quelque chose de revendicatif. C'est plutôt le genre association d'ouvriers qui donne de l'argent à ceux qui sont vraiment dans la merde. Çà n'a rien de revendicatif. Donc si les gens se sont lancés dans la grève, c'est vraiment instantané et spontané et pas du tout téléguidé. On leur dit : on va augmenter les produits alimentaires. Les ouvriers disent : ras-le-bol et arrêtent le boulot. Là-bas le syndicat, il faut tout pour bloquer les grève. C'est l'appareil d'Etat.

HR : Et à Gdansk ?

— Les ouvriers des chantiers de Gdansk et de Gaynia se sont mis en grève et ont occupé les chantiers lors de l'annonce de l'augmentation des prix alimentaires. Quand ils sont mis le feu au siège du PC, tout le monde était heureux, ils l'appelaient le Reichstag.

La loi martiale et l'état d'urgence furent décrétés. Les gens n'avaient pas le droit de sortir de chez eux, ça a duré une quinzaine de jours. La troupe est intervenu tuant plus de soixante ouvriers. Le bruit court que, sous les uniformes polonais, c'étaient des Russes. Tout le monde le pensait. Tous ceux qui trainaient dans les rues, furent emmenés en prison. L'armée tirait sur les ambulanciers, sur tous ceux qui venaient pour ramasser les blessés.

Les ouvriers qui avaient participé activement à la grève étaient renvoyés de leur travail. Les familles ont été appelées pour récupérer les leurs qui étaient blessés ou emprisonnés. On leur proposait de l'argent pour qu'elles se taisent sinon on leur promettait des tas d'ennuis. Un exemple : la police acceptait de verser une pension à l'un des blessés qui, lui, était gravement atteint au poumon, de 50 000 zlotys s'il signait une décharge comme quoi c'était de sa faute.

Certainement, il y avait des manifestations ailleurs dans le pays, au même moment, mais là encore c'était le silence.

Au niveau de la répression, c'est toujours la même chose. Comme ce qui s'est passé à Ursus ou à Radom, c'est tout de suite l'isolement, toutes les communications possibles avec la zone où il se passe quelque chose sont coupées. Plus de téléphone, plus de moyens de transport. Ensuite, le gouvernement réquisitionne pour faire le sale boulot. Je crois qu'à Radom, où il y a eu grève en 1976, les officers de police, qui ont matraqué les ouvriers, avaient presque un mois de salaire pour une journée et pourtant le gouvernement a eu du mal à trouver des flics pour taper sur les ouvriers.

La répression, elle, s'exerce sur tous ceux qui osent s'opposer au gouvernement.

La milice a perquisitionné fin décembre dans la maison de l'un des membres du «Comité de défense des ouvriers», M. Krzystof Turalski, et a saisi un certain nombre d'exemplaires du bulletin «Glos» (la Voix), publié par le comité, ainsi que la photocopieuse qui servait à sa confection.

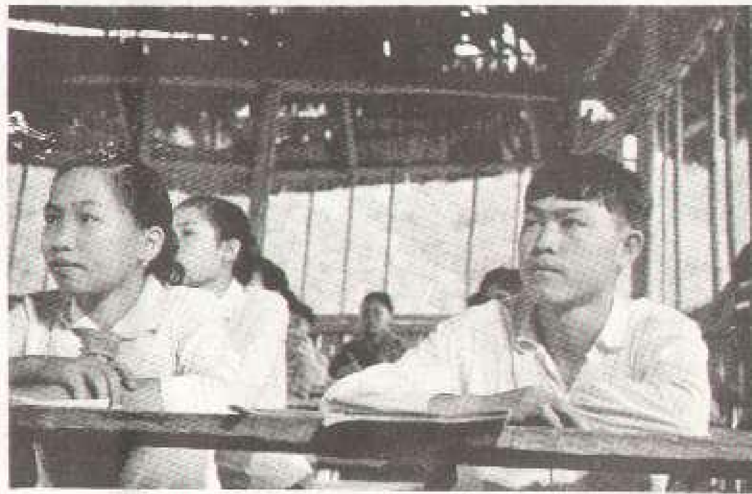
M. Turalski et deux autres membres du comité qui polycopiaient le «Samidat» ont été interpellés et entendus au siége de la milice.

International

Nouvelles des pays socialistes

Laos

Déjà de grandes transformations



Apprendre pour édifier le socialisme.

Le 4 décembre 1975, le «Royaume du million d'éléphants» était aboli et naissait la République démocratique populaire lao. Sous son nom très poétique, le royaume du Laos cachait une immense misère pour le peuple lao. Saigné par le colonialisme français de 1893 à 1954, le Laos était dominé par l'impérialisme américain qui, s'appuyant sur les féodaux et les réactionnaires locaux, déclenchait à partir de 1962 une guerre cruelle contre le peuple. Les accords de Vientiane y mettait fin en 1973. Mais c'est seulement en 1975 que la victoire s'imposait définitivement sur l'impérialisme et la réaction.

Dès sa naissance, la jeune république démocratique était confrontée à d'énormes difficultés, héritées du passé. Grand comme la moitié de la France, le pays compte seulement 3 200 000 habitants. Pauvre, très montagneux, privé d'accès à la mer, son économie a été ruinée par le pillage et la guerre impérialistes et, à la libération, le produit national brut par habitant atteignait à peine 400 F.

C'était l'un des plus bas du monde : 60 % du commerce extérieur se faisait avec la Thaïlande dont le nouveau régime s'est montré violemment hostile au Laos. 77 % de la population active du pays est formée de paysans mais 4 % seulement de la superficie totale du pays était cultivée.

Une tâche immense attendait donc le parti communiste lao qui, au sein du Pathet Lao, avait assuré la juste direction de la lutte de libération, rendue d'autant plus compliquée que la droite, liée à l'impérialisme US, était loin d'avoir désarmé et minait l'action que le parti engageait au sein du gouvernement provisoire d'union nationale. Sabotages et tentatives d'organisation de maquis contre-révolutionnaires qui cherchaient à s'appuyer sur la minorité nationale des montagnards méos, se sont donc multipliées au cours de l'année 1976.

Le parti se mit à l'œuvre, fort de la confiance du peuple qui avait reconnu dans la lutte sa juste direction. Le Laos tout entier est devenu une grande université populaire de formation idéologique, politique, technique pour gagner la bataille de la production, de la transformation de la société, de l'édification socialiste, pour former les cadres indispensables à cette tâche. Et déjà, de grandes victoires ont été remportées. Les forces de subversion réactionnaires qui avaient déclenché des attaques sur la route stratégique No 9 ont été écrasées. Les Méos se sont massivement ralliées à la nouvelle administration, la sécurité a été instaurée dans les villes et les campagnes, les réseaux d'espionnage de la CIA démantelés.

Sur le plan économique, la production de riz commence à permettre l'autosuffisance. Chaque fois que c'est possible, chacun s'efforce de subsister sur sa propre production, pour les légumes notamment, ce qui allège d'autant la tâche de l'État. Dans les campagnes, les forces s'unissent en groupe d'entraide, en coopératives ou en fermes d'État, non par contrainte, mais parce que ces formes de production s'imposent déjà comme préférables aux yeux des paysans.

Les rares usines héritées de la période coloniale, Pepsi, bière, tôle, contre-plaqués ont toutes recommencé à produire grâce à une formation accélérée des ouvriers laos. Le peuple a abandonné l'utilisation des voitures particulières afin de garder l'essence pour l'effort industriel.

Les cadres du parti vivent, travaillent, respirent avec le peuple, le dirigent et le consultent. Une preuve éclatante de cette confiance réciproque a été fournie lors de la décision du changement de monnaie, en 1976. Un dollar valait à l'époque 1 200 kips au taux officiel et se vendait 10 000 kips au marché noir. Il fallait absolument assainir cette situation financière héritée du passé. De nombreuses explications ont été données au peuple sur cette question au cours d'une grande campagne de 10 jours. Il n'y a pas eu de «fuites» à l'extérieur grâce à la vigilance du peuple et le nouveau kip dont le taux a été établi à 200 pour un dollar, s'est imposé sans problème.

A. B.

En bref

Marchands de canons

Deux chiffres qui montrent mieux la nature de l'impérialisme : les ventes d'armes au tiers monde représentent une importante source de revenus pour les deux superpuissances. 10 %, c'est, d'après une étude récente, le pourcentage des rentrées en devises fortes de l'URSS que rapporte ce négoce. Sur 100 dollars qui entrent en URSS, 10 proviennent des paiements d'armes par le tiers monde.

En même temps que ce pourcentage paraissait, un autre chiffre [illegible] New York, où est réuni un symposium sur la faim dans le monde, on apprenait que 20 000 personnes, dont 15 000 enfants mouraient chaque jour de la faim dans ce même tiers monde. Mais cela ne doit pas empêcher les maîtres du Kremlin et de la Maison Blanche de dormir, du moment que les affaires se portent bien...

Contre l'occupation soviétique

Un manifeste condamnant la domination soviétique a été écrit par l'Union des communistes démocratiques d'Allemagne.

Ce manifeste exige qu'il soit mis fin à la domination soviétique sur les pays de l'Est et affirme : «Nous insistons sur le droit à notre propre voie allemande vers le socialisme, droit qui nous a toujours été reconnu verbalement par Moscou, mais nié au plan politique.»

On peut lire plus loin : «Nous partageons l'opinion des camarades chinois concernant les tendances néo-fascistes des dirigeants soviétiques.»

Le manifeste réclame le «retrait de toutes les forces étrangères du sol allemand».

La Somalie face à l'URSS

La Somalie a accusé mercredi 28 décembre, l'URSS et Cuba d'être à l'origine d'un raid aérien perpétré contre son territoire et qui a fait deux morts et treize blessés.

Ce raid, qui a eu lieu sur la ville de Berbera, là même où les Soviétiques possédaient une importante base militaire avant que le président Siad Barre ne les en expulse, «fait partie», a dit le gouverneur de la région, «d'un plan d'invasion soviétique de la Somalie. Mais, a-t-il ajouté, nous sommes prêts à donner des leçons inoubliables aux envahisseurs.»

Décidément, les affaires de Moscou dans la région ne s'arrangent pas...

Espagne : grèves

Treize arrestations en Espagne parmi les dirigeants de la grève qui touche actuellement les employés des grands magasins de Madrid.

Au cours d'une assemblée générale tenue lundi 28 décembre, les quelques 5 000 employés présents ont décidé de poursuivre la grève et ont lancé un appel aux employés des petits magasins afin qu'ils rejoignent leur lutte.

Les grévistes exigent notamment un salaire de 30 000 pesetas (1 800 F), la semaine de 40 heures et le samedi après-midi libre.

Tunisie : crise

Crise à l'intérieur du gouvernement tunisien, et du parti unique, le parti destourien. Après les limogeages par Bourguiba de Tahar Belkodja, le ministre de l'Intérieur, c'est Habib Chatty, le ministre des Affaires étrangères, qui vient de remettre sa démission par solidarité avec celui-ci.

À l'origine de cette crise on trouve les luttes que mènent depuis plusieurs mois la classe ouvrière tunisienne pour obtenir des conditions de vie et des salaires décents. Toute une série des grandes grèves, émaillées d'incidents et de menaces de mort contre des dirigeants ouvriers, a touché en effet depuis quatre mois les principaux secteurs de l'économie, des mines de phosphate aux transports.

C'est sur le problème de l'attitude à tenir que la crise gouvernementale a éclaté, les deux ministres sortants étant connus pour leur attitude plutôt conciliatrice alors que Bourguiba, fidèle à lui-même, espère s'en sortir en usant de la répression.

Egoûtiers de Paris

Ce n'est plus comme avant !

62 jours de grève chez les égoutiers : ça ne s'était jamais vu ! Mais quand on sait un peu dans quelles conditions, ils travaillent, avec quels risques et pour quels salaires, on le comprend.

Avec eux, on est un peu amer du maigre résultat d'un aussi long combat ; mais avec eux, on est aussi certain que les liens créés dans la lutte, la force mesurée dans la rue sont riches de victoires pour demain, quand auront bien été analysés les points forts et les points faibles de la lutte, les raisons de son échec.

Ces quelques centaines d'hommes, sans qui «Paris serait un cloaque» ont fait massivement une longue grève pour des revendications que personne, même pas les habituels plumitifs du gouvernement, même pas leur patron (la mairie de Paris) n'a osé qualifier d'excessives :

— 300 F de plus pour tous, en attendant le reclassement (ils débutent à 2 200 F pour finir à moins de 3 000F !).

— deux jours de repos consécutifs : en effet, non seulement ils n'ont pas le samedi et le dimanche, mais ils n'ont même pas deux jours consécutifs et Chirac, pour leur accorder cela, leur proposait de faire 20 minutes de plus par jour !

— plus d'effectifs et un comité d'hygiène et de sécurité pour veiller à l'amélioration des conditions de travail.

La solidarité

La sympathie de tous les travailleurs leur était acquise. Elle éclatait tout au long de leurs cortèges casqués et bottés, défilant de nombreuses fois dans Paris au son des trompes et des sifflets.

Mais le soutien fut-il organisé assez tôt, assez largement ? Plus de 20 millions ont été collectés en tout, dont la moitié après le 3 décembre.

Le gala de solidarité, avec un bal, proposé par certains égoutiers pour la mi-décembre, n'a pas eu lieu. La confédération CGT qui s'était engagée à chercher une salle et à l'organiser ne l'a pas fait ! Il aurait pourtant été sans aucun doute un très grand succès, même avec un minimum de préparation et aurait donné un fameux coup de pouce à la lutte.

L'occupation

L'occupation avait démarré en flèche : une section sur les trois l'avait mise en place en quelques jours. Cela pouvait permettre d'empêcher qu'un minimum de travail soit fait par des non-grévistes et des entreprises extérieures, tout en donnant aux égoutiers un moyen d'être plus actifs dans la grève. C'était donc un moyen d'augmenter le rapport de force, sans empêcher le moins du monde les manifestations de popularisation.

N'a-t-elle pas été levée de façon bien hâtive et discutable ? (par un vote séparé par section, ce qui conduisait à isoler la 3e, et après une discussion bien rapide).

Lors de l'assemblée générale du 21 décembre, où fut décidée la reprise (sans pourtant que rien ne fut obtenu), il y avait ce genre de questions derrière la déception de tous, la colère de certains. Il était trop tard alors pour relancer un mouvement déjà affaibli, avec en plus un problème de reste de congés à prendre.

Dans leur syndicat CGT qui fut seul à mener la lutte (FO et CFTC collaborant ouvertement avec le patron), les grévistes vont encore en discuter ; en dehors aussi, avec leurs camarades non syndiqués.

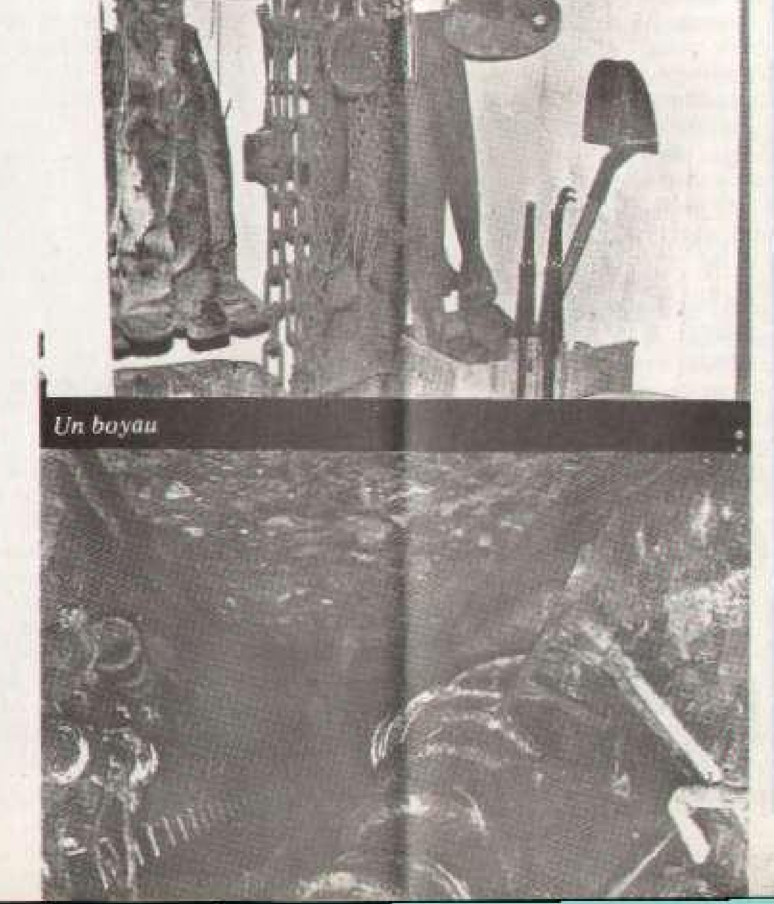
Si la mairie s'est engagée à négocier le reclassement début février, si elle a accordé l'embauche en 3 ans de 44 agents supplémentaires (dont 13 en 1978), la retenue de 41 jours (et non 62) échelonnée sur un an et la prise des congés restant de 1977 jusqu'à la fin du premier trimestre de 1978, ce sont certes de maigres consolations ; mais ce ne sont pas des cadeaux ! C'est évidemment un acquis de la lutte : c'est ce qu'a voulu cacher la mairie en accordant le lendemain de la reprise comme pour dire : «ce n'était pas la peine de faire grève». Mais justement si ! Et c'est par la lutte, renforcée par les leçons de l'expérience, que les égoutiers l'emporteront à l'avenir !

J. D.

Un égoutier : 6 h 40 mn par jour de travail



Les outils pour travailler



Un boyau



Descente dans les égoûts de Paris

De notre envoyé spécial Jacques DUROC

J'ai endossé l'équipement : le bleu, les lourdes cuissardes plombées, le casque, la lampe et sa batterie, les gants. Je descends derrière les égoutiers, par l'échelle un peu glissante.

A part les collecteurs dont certains sont très vastes, les «lignes» sont le plus souvent de petits boyaux avec un étroit passage au bord de l'égout proprement dit (profond de près d'un mètre). Ce passage est parfois recouvert aussi par le flot nauséabond et dense. C'est le cas pour celui que je parcours comme on le voit sur la photo.

Il y a une profusion de câbles, de tuyaux : ceux de l'eau, ceux des «pneumatiques» (dont on entend le bruit de temps en temps) qui relient entre eux les bureaux de poste. Il faut souvent se baisser, les parois suintent, tout est rongé.

Certains boyaux sont plus hauts... et plus étroits et, en cas d'orage, (en été par exemple), l'eau monte très vite !

Par endroit, des réserves d'eau : grands bacs en ciment qu'entretiennent les cimentiers ; cette eau sert au nettoyage.

Une heure à parcourir ces souterrains : je suis en sueur. C'est un bien petit aperçu de la vie quotidienne d'un égoutier.

Une équipe : 5 hommes : un qui reste en haut, quatre qui descendent ; «on» aurait bien voulu limiter à 3, mais à 3, les risques sont énormes : un qui tombe (un malaise, une chute dans le milieu de l'égout), il faut au moins deux hommes pour le sortir !

Matin, après-midi : il y a deux équipes pour un secteur (un «canton») qui compte environ 30 km d'égouts.

Le travail

Il y a l'extraction : enlever les amas de déchets qui bloquent un passage : à la pelle et au seau, on se relaie deux par deux : on n'y tient guère plus d'un quart d'heure : ça suffit pour être en nage et avoir besoin d'air.

Il y a des «machines» : wagons pour pousser le sable, pour déblayer le fond des égouts, et même un «bateau» dans certains grands collecteurs ; mais, un peu de ferraille, et c'est vite bloqué ; il faut alors tirer cela avec chaînes et crochets ; de même dans les descentes d'égout, quand elles se bouchent, il faut y aller parfois à genoux, sur plusieurs mètres. Quant aux pompes (suceuses), il faut leur trier ce qu'elles peuvent aspirer... et il n'y en a que quatre !

Quand il n'y a pas d'extraction de nettoyage particulier (pour gratter les dépôts qui s'épaississent vite sur les parois, il y a des robots : la pelle recourbée sur la photo), quand il faut seulement vérifier les passages, les vannes, on fait des kilomètres : 15 en 6 heures par exemple, avec le lourd équipement, dans l'odeur fétide, les émanations gazeuses dangereuses : pour les gaz, on vérifie avant de descendre, avec une lampe de mineur ; s'il y en a, il faut les évacuer : pour cela on ouvre plusieurs bouches, pour aérer !

Les risques

Que le travail soit dangereux, un chiffre suffit à le montrer : 30 000 journées de travail perdues par an en moyenne pour maladie (pour moins de 700 hommes à descendre). Les matières en décomposition, les relents d'acides, de produits toxiques, déversés dans les égouts, sans compter les rats, l'humidité, les différences de température, l'obscurité : ce n'est pas pour rien que les médecins considèrent qu'on ne peut travailler plus de 6 h 40 là-dedans et que la retraite est accordée à 50 ans... avec 60 % du salaire et à condition d'avoir fait 20 ans !

• Laving Glace (Nantes)

VICTOIRE !

Il ont gagné, les quarante grévistes de Laving-Glaces dont la tâche est de nettoyer par tous les temps, jour et nuit, les wagons SNCF en gare de Nantes. Ils ont gagné, car le licenciement contre lequel fut déclenchée la grève a été annulé ainsi que ceux des deux délégués CFDT qu'avait voulu la direction pendant la lutte ; ils ont gagné parce que neuf embauches supplémentaires sont maintenues, des aménagements d'horaire et un demi-mois de prime de fin d'année obtenu. Ils ont décidé de reprendre, car ils avaient l'essentiel : l'annulation du licenciement, la sauvegarde de l'organisation (la section syndicale) et l'amélioration des conditions de travail.

Des grévistes de Laving-Glaces





Pendant plus de six semaines, ces quarante grévistes, en majorité des femmes, occupant leurs locaux, ont affronté bien des difficultés:

– gros bras embauchés pour intimider les grévistes par un patron refusant toute discussion, aidé par la SNCF lui prêtant des locaux, aidé aussi par les flics venant accompagner les quelques non-grévistes et les chômeurs embauchés pour assurer le travail.

– opposition de la CGT à la grève : le responsable Ports-et-Docks de Nantes (syndicat dont fait partie la section CGT de Laving-glace) avait trouvé le licenciement normal ; quelques gros bras de la CGT sont aussi venus pour intimider et les deux délégués de la section CGT (qui ne regroupe que la maitrise) ont voté au comité d'entreprise le licenciement des délégués CFDT : l'affaire a fait tant de bruit que l'UL-CGT les a exclus !

Dans de telles conditions, face à un tel adversaire, les travailleurs de Laving-glace ont su se donner les armes nécessaires :

– une section CFDT, dans laquelle ils s'étaient organisés et préparés pour la lutte,

– un Comité de grève comptant sept femmes et les deux responsables de la section, et permettant une solide direction de la lutte,

– un comité de soutien, dirigé par les grévistes, pour les aider à élargir et organiser la popularisation, la solidarité ; c'est d'ailleurs ce comité qui, avec les grévistes, a assuré l'essentiel de la popularisation et des collectes.

Les travailleurs ont exprimé largement leur solidarité.

Les paysans ont apporté un important soutien, comme ils le font le plus souvent dans la région.

Quant aux partis de gauche, (personne ne se réclamait d'eux dans le Comité de soutien), on leur doit seulement... des affiches recouvertes ou arrachées !

Côté CGT, on a vu ! Ça n'a pas empêché des militants cégétistes de participer au comité de soutien...

Quant à l'UL-CFDT, elle a surtout fait des efforts pour contrôler la lutte et en enlever la direction aux grévistes eux-mêmes : ainsi, le lendemain de la manifestation de soutien du 14 décembre (où un permanent avait déjà arraché le micro des mains d'un délégué de Laving-Glaces) un autre permanent venu de sa propre initiative à l'assemblée générale des grévistes leur déclarait : *«Si vous continuez dans la voie du comité de soutien, la CFDT se retirera»*.

La voie du comité de soutien, la voie de la lutte dirigée par les travailleurs en lutte eux-mêmes c'est celle qui a conduit à la victoire.

Après l'échec de Dubigeon (avec certes des proportions bien différentes) voilà qui donne à réfléchir.



JD

CGT-CGTU

La lutte de classe à l'intérieur du syndicat

Le mouvement syndical, en France, est riche d'une longue expérience. Cette expérience, c'est celle de la lutte pour l'organisation de la classe ouvrière, pour réaliser son unité révolutionnaire. En dernière analyse, l'histoire du mouvement syndical, c'est celle de la lutte constante menée contre une ligne plaçant la classe ouvrière à la remorque de la bourgeoisie, l'entraînant dans l'impasse désastreuse de la collaboration de classe.

Aujourd'hui, dans des conditions nouvelles, cette histoire continue, cette lutte continue. La ligne de collaboration, c'est bien sûr celle qui domine la CFTC et FO, mais c'est aussi celle que Séguy, Maire et leurs semblables imposent à la CGT et à la CFDT. De nouvelles générations de militants, de syndicalistes se battent avec ardeur et dévouement contre cette bourgeoisie infiltrée dans le mouvement syndical.

Toutefois, à l'ardeur et au dévouement souvent s'ajoute l'impatience. Cette impatience et cette inexpérience, nous devons tout faire pour les surmonter. En cela, l'étude consciencieuse et critique de notre histoire, de l'expérience accumulée au cours de plus de cent années de luttes et d'épreuves pour la classe ouvrière devrait nous être une aide précieuse.

Une des luttes de classe la plus sévère qui traversa le mouvement syndical fut celle engendrée par la guerre impérialiste de 1914-1918 et qui aboutit, en 1921, à la première scission syndicale, celle de la CGT.

Cette scission fut un coup porté par la bourgeoisie au mouvement ouvrier. La classe ouvrière s'en trouva divisée, affaiblie.

La guerre inter-impérialiste de 1914-1918, qui provoqua le massacre de millions de prolétaires et de paysans en Europe, fut l'occasion d'une des plus grandes trahisons des chefs ouvriers réformistes. Dès 1914, Jouhaux, et avec lui la majorité des dirigeants de la CGT, passèrent avec armes et bagages dans le camp de leur bourgeoisie impérialiste. Ils collaborèrent étroitement avec le gouvernement réalisant ainsi l'«Union sacrée» qui trahissait ouvertement les intérêts de la classe. Sans vergogne, ils foulèrent aux pieds toutes les décisions antérieures de la CGT.

Tandis que la guerre se poursuivait, la minorité des dirigeants syndicalistes, restés fidèles aux intérêts de la classe qui s'opposait à la ligne chauvine, se renforçait, guidés et encouragés par la fermeté révolutionnaire de Lénine et du parti bolchévique. Ces hommes qu'on appelait les minoritaires étaient regroupés autour de la rédaction de «la Vie ouvrière» et de la fédération des Métaux.

A l'issue de la guerre, partout en Europe, la classe ouvrière, stimulée par le triomphe de la Révolution d'Octobre, reprend l'offensive dans la guerre de classe. Et la lutte se poursuit acharnée au sein de la CGT.

Le 1er Mai 1919, les travailleurs parisiens affrontent la troupe. Mai 1919, ce sont les grèves dans la métallurgie ; février et mai 1920, les grandes grèves de cheminots. Dans le même temps, les effectifs des syndicats, décimés par la guerre, ne cessent de grossir.

Dans ces luttes de classe et autour du soutien à la Révolution d'Octobre, les «minoritaires» grandissent en nombre et en influence.

Quant à Jouhaux et les siens, ils mettent au point le programme de syndicalisme de collaboration de classe : *«Il faut renoncer à la politique du poing tendu pour adopter une politique de présence dans les affaires de la nation... Nous voulons être partout où se discutent les intérêts ouvriers». (Jouhaux).*

Revendiquer les nationalisations, collaborer dans des commissions paritaires, saboter les grèves, voilà la ligne des «majoritaires». Quand les Séguy et les Maire attaquent aujourd'hui les révolutionnaires, ils ne font que paraphraser Jouhaux qui déclarait : *«La révolution, est-ce l'acte catastrophique qui détermine l'écroulement d'un système ? Ou est-ce, au contraire, le long processus d'évolution qui, peu à peu, pénètre ce système, l'action qui a sapé un régime et qui, dans le sein même de ce régime, a constitué l'organisme nouveau ?».*

Cependant, la ligne de lutte classe contre classe, la ligne syndicaliste révolutionnaire, internationaliste ne cesse de gagner en influence dans la CGT. Les progrès de la «minorité» se font plus nets à chaque congrès, au point de devenir menaçants pour les traitres «majoritaires». Au congrès de Lille de 1921, l'opposition recueillera presque la moitié des mandats. La défaite des Jouhaux apparait certaine.

Mais les réactionnaires ne l'acceptent pas ainsi, ils ont déjà commencé à manœuvrer ; les authentiques syndicalistes sont exclus en masse, la scission est organisée dans les fédérations acquises aux minoritaires. C'est un coup de force des dirigeants bourgeois qui brise l'unité syndicale : 360 000 syndiqués se trouvent exclus.

Ils créent la CGTU qui regroupera tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière, les authentiques représentants des intérêts ouvriers ; parmi eux, des hommes tel que Pierre Sémard, syndicalistes révolutionnaires qui contribuent grandement à l'édification du parti communiste, créé à Tours en 1920.

Ainsi, ce n'est pas d'aujourd'hui que les dirigeants bourgeois recourent aux manœuvres et aux exclusions pour tenter d'étouffer la ligne révolutionnaire dans les syndicats.

Mais il faut ici rappeler que l'impatience anarchiste qui sévissait chez de nombreux minoritaires de 1921 facilita grandement la tâche des scissionnistes et c'est bien pour combattre cette impatience si préjudiciable à la cause révolutionnaire que Lénine écrivait, en 1920, dans la «Maladie infantile du communisme» : *«Les leaders de l'opportunisme auront recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux, pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en chasser, pour les y accabler d'ennuis et d'insultes, de tracas et de persécutions, pour leur rendre la situation intenable. Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices (...) (afin) d'y rester et d'y accomplir malgré tout la tâche communiste».*

P.M

MICHELIN

Les ouvriers relèvent la tête

C'est le jeudi 29 décembre que la grève des travailleurs de chez Michelin, à Clermont-Ferrand, s'est transformée en reprise. Dix jours de grève au cours desquels la combativité des «bibs», sans pour autant se démentir, s'est heurtée à l'absence de perspectives, à la ligne démobilisatrice et défaitiste impulsée par les dirigeants CGT et CFDT.

Les travailleurs de chez Michelin (couramment appelés les «Bibs», en référence au fameux bibendum dont les rondeurs pneumatiques servent à promouvoir la firme), ce sont 17 000 ouvriers plus les mensuels, les techniciens, les cadres ; au total 28 000 personnes, près de la moitié des salariés de l'industrie clermontoise.

Cette grève, la première grève d'ensemble depuis 1949 (68 mis à part) mérite l'attention. Unanime et spontanée, bénéficiant d'une large sympathie, elle s'est déclenchée au cœur d'une des grosses concentrations ouvrières du pays, là où la bourgeoisie se vantait d'avoir apprivoisé la classe ouvrière, là où la science de l'exploitation et de l'oppression tous azimuts avait été portée au sommet.

On veut nos samedis !

Tout a commencé le samedi 17 décembre. Le bruit courait, depuis quelque temps, que Michelin voulait modifier l'horaire de travail des ouvriers postés. Les syndicats avaient fait l'information sur le projet de passage en semi-continu. Ce changement d'horaire qui présente l'avantage pour Michelin de mieux rentabiliser l'utilisation de l'appareil de production (ça correspond globalement à un allongement du temps travaillé), constitue pour les travailleurs une atteinte grave à leurs conditions de vie. Outre les méfaits connus du travail posté sur la santé des travailleurs, cette remise en cause du repos le samedi et le dimanche, est une atteinte grave à la vie familiale, à la vie sociale des travailleurs. Quand le mari et la femme travaillent en équipe et qu'en plus, il faut travailler les samedis, qu'est-ce qu'il reste pour vivre ?

Le semi-continu qui n'est lui-même qu'un prélude au travail en continu : 24 h sur 24, sept jours sur sept.

C'est un renforcement de l'exploitation des ouvriers. Donc, samedi 19, dans les ateliers, la colère monte. Des cadres, représentants de Michelin, sont pris à partie, on leur demande des comptes. D'un atelier à l'autre, on s'informe, on va aux nouvelles.

Lundi matin, aux Carmes, à Cataroux, dans les cinq usines de Michelin de Clermont, la grève s'étend pour devenir totale. Le mot d'ordre syndical, c'était 4 h de débrayage mardi. Dans les heures qui suivent, les travailleurs de Bergougnan, filiale de Michelin, se mettent eux aussi en grève ; puis les «Bibs» vont faire le tour des bureaux et entrainer dans le mouvement de nombreuses employées, les convaincre qu'il faut refuser le semi-continu, qu'il faut lutter.

Ainsi, face à la menace d'un net renforcement de l'exploitation, unanimement et spontanément, les «Bibs» disent non. Ce magnifique esprit de lutte suggère à certains commentateurs, payés par le capital, des réflexions ironiques sur l'esprit conservateur et petit-bourgeois de ces ouvriers qui refusent de remettre en cause le sacro-saint week-end. Refuser de sacrifier des privilèges d'un autre âge, refuser de mobiliser toute sa force de travail pour que Michelin sorte No 1 mondial de la guerre engagée entre monopoles du pneu, quelle mesquinerie !

L'empire Michelin

Michelin, c'est une puissance industrielle et financière de premier ordre. En 1960, Bibendum n'était qu'au 7e rang mondial des monopoles du pneumatique, 17 ans après, il est devenu pratiquement le No 2, juste derrière l'américain Goodyear.

Le «radial» Michelin a acquis la première place sur le marché européen et «Bibendum» essaie de s'implanter sur le marché américain lui-même. Cette lutte entre géants du pneu, dans laquelle les trusts japonais se font de plus en plus menaçants, se livre dans des conditions où la crise capitaliste a tendance à rétrécir les marchés, le rythme de production de l'industrie automobile ayant sensiblement fléchi depuis 1973, entre autres du fait de la réévaluation des prix du pétrole.

Gagner des marchés, ça veut dire investir des sommes énormes, ça veut dire renforcer l'exploitation des ouvriers.

Pourtant, en matière d'exploitation, Michelin s'est acquis une réputation nullement surfaite. François Michelin, c'est le patron qui claqua la porte du CNPF, après 1968, et les accords sur le droit syndical, vitupérant contre la mollesse du patronat. A Clermont, où près d'un salarié sur trois travaille pour Michelin, il domine non seulement la vie économique mais aussi toute la vie sociale.

Il y a 10 ans encore, les enfants des «Bibs» allaient à l'école chez Michelin, avec des instituteurs Michelin. En fait le logement, les magasins, la santé et même jusqu'aux loisirs, tout est Michelin, y compris le poisson que l'on pêche ou le gibier que l'on tire le week-end. Toute cette infrastructure est complétée par un vaste flicage des travailleurs : les ouvriers non sûrs ne seront pas embauchés chez Michelin. Mais Michelin, c'est encore une entreprise de mystification paternaliste.

François Michelin, l'homme *«qui ne partage pas l'autorité mais qui l'incarne»* (ses propres termes), se promène en 2CV, fait ses courses lui-même, habillé d'un vieux pardessus et fait ses huit heures au laboratoire. Bref, à Clermont, tout était fait pour exploiter au mieux les ouvriers, tout était fait pour tenter de gommer les contradictions de classe antagoniques qui opposent les «Bibs» à l'exploiteur Michelin.

Pour la bourgeoisie, c'était un bastion de la paix sociale, elle imaginait les ouvriers acceptant l'exploitation Michelin, consommant Michelin et en plus respectant et vénérant l'exploiteur ; ces 10 jours de grève ont révélé toute la vanité de ce rêve. La réalité est toute autre.

En rassemblant ces 20 000 ouvriers dans la production, en les soumettant à la même loi d'exploitation et d'oppression, Michelin a créé les conditions typiques de la grande industrie, laquelle produit cette classe d'hommes et de femmes qui acquièrent, dans la production même, le sens de la discipline, de la solidarité, de l'unité, qui apprennent à connaitre leur force de producteurs.

Comme Marx le dit dans «le Manifeste du parti communiste» : *«Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même sur lequel elle a bâti son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Son déclin et la victoire du prolétariat sont également inévitables.»*

Telle est la signification et la portée du déclenchement spontané de la grève de près de 20 000 travailleurs de chez Michelin, 20 000 capables de réagir ensemble pour la lutte.

Qu'on imagine seulement la puissance révolutionnaire d'une telle classe quand elle aura vraiment conquis son indépendance politique vis-à-vis de la bourgeoisie, quand sera reconstruite son unité et que la direction du parti prolétarien se sera affermie et étendue.

Voilà de quoi inquiéter sérieusement les exploiteurs et certainement qu'ils ont saisi cette menace dans le grippage de la machine Michelin.

Pierre MARCEAU



LA GREVE

Mardi 27 septembre, au 9e jour de grève, le vote à bulletin secret, organisé par la CGT et la CFDT, est très largement pour la continuation du mouvement. Pourtant, dès le lendemain mercredi, puis le jeudi, les «Bibs» reprennent le travail les uns après les autres. Que s'est il passé ?

En fait, c'est dès le lundi 19 que les problèmes ont commencé... avec les dirigeants syndicaux. Le mouvement vient d'éclater ; tous les ouvriers ont arrêté. Michelin discute avec les dirigeants syndicaux. Le directeur du service du personnel, haï par les Bibs, est là aussi. Comme le samedi où les cadres ont été retenus, les Bibs sont prêts à intervenir pour arracher satisfaction. Mais ils seront maintenus dehors par les dirigeants syndicaux, avec des discours et des chansonnettes.

Michelin a compris ; il ne discutera plus. Quand quelques jours plus tard, une réunion syndicat-direction sera organisée sous l'égide de l'inspection du travail, la chaise de Michelin restera vide.

Pendant toute la grève, le même scénario démobilisateur se reproduira chaque jour : un meeting pour l'équipe du matin, une pour celle du soir. Les leaders CGT et CFDT se relayent pour prononcer des discours vides de perspectives. Malgré cela, les Bibs combatifs maintiennent le mouvement. Le lundi 26, la journée de grève annoncée pour tout le département du Puy-de-Dome par les UD CGT et CFDT sera sabotée : à Clermont même, nombreux sont les syndicalistes qui n'apprendront le mot d'ordre que le lundi.

Par contre tout ce que le département compte comme élus de «gauche» en écharpe tricolore était là pour parader. En fait, le lundi, les dirigeants syndicaux s'emploient à refroidir la combativité : «Peut-être faut-il envisager de nouvelles formes d'action» disent-ils depuis vendredi ; entre eux, ils parlent de reprise.

Pour le vote secret du lendemain, les dirigeants CGT ne voulaient surtout pas que la question de l'occupation soit posée.

Pourtant, c'est plus d'un quart des votes qui furent pour l'occupation, certains ateliers importants étant majoritairement pour.

Donc, le mardi 27, les Bibs se sont prononcés pour poursuivre le mouvement. Il n'y a pas de reprise du travail significative. Pourtant dans la soirée, la CFDT annonce à l'issue d'une réunion regroupant quelques dizaines de militants qu'elle est pour la reprise et en discute avec la CGT. Une trahison de plus !

Significatif aussi, ce tract du PCF, publié après la reprise, qui ne parle plus des repos le samedi et le dimanche, mais seulement de deux jours consécutifs !

Mais, malgré la reprise, malgré la trahison des dirigeants syndicaux, les travailleurs ont osé se révolter. L'empire Michelin a été ébranlé et la revendication demeure : *les Bibs veulent leur samedi, gageons qu'ils sauront le gagner.*

• SNCF-Epernay

Encore deux exclusions de la CFDT !

Pour avoir refusé de cautionner la grève décidée bureaucratiquement par quelques responsables syndicaux liés à l'Union de la gauche le 1er décembre, deux militants syndicalistes CFDT ont été exclus du syndicat des cheminots à Épernay dans la Marne.

D'ailleurs, dans la région, les représentants de cette ligne qui veut à toute fin et par tous les moyens lier les syndicats aux partis de gauche sont forts actifs. A Reims, des militants syndicalistes du SGEN-CFDT et du syndicat des métaux ont reçu des menaces de sanction de leur part.

Dans d'autres régions, ils ont été jusqu'à dissoudre des sections entières. Cela a été le cas de la section de Lyon-gare, centre de tri, une section de 185 membres dont ils ont exclu la commission exécutive.

Il s'agit d'une vaste campagne orchestrée pour liquider dès avant les élections de mars 1978 le courant de lutte de classe qui existe à l'intérieur de la CFDT. Le refus de syndicats et de sections à être demain avec un gouvernement de gauche ce qu'est FO aujourd'hui avec un gouvernement de droite, s'exprime dans les congrès, résolutions ou motions condamnant les pratiques antidémocratiques et antiouvrières résultant de l'application d'une ligne politique cohérente décidée par une poignée d'individus n'ayant pas ou plus de liens avec la classe ouvrière.

A Épernay, les arguments des exclueurs ont été les suivants : *«Des cheminots irresponsables, dont des adhérents CFDT, ont distribué le mardi 29 novembre à 13 heures, à l'entrée des ateliers, un tract antisyndical contre la grève interprofessionnelle du 1er décembre.*

«Malgré un travail approfondi d'explications et de mises en garde de la part de responsables locaux et nationaux, ils ont appelé les cheminots à trahir la classe ouvrière, sous l'impulsion d'aventuriers.

«Ils utilisent pour cela les mêmes arguments que ceux entendus récemment dans la bouche des représentants du patronat et du gouvernement»
(tract «CFDT» daté du 29 novembre 1977 du syndicat des cheminots d'Épernay).

Quels sont donc les arguments du patronat pour s'opposer à la grève du 1er décembre ?

C'est Edmond Maire qui nous les livre dans «Syndicalisme hebdo» No 1 683 daté du 15 décembre 1977 page 4 dans un article intitulé «Développer l'action sans attendre les élections» (On croit rêver). Voici ce qu'il dit :

«...Aussi le principal objectif du 1er décembre était-il de donner à l'action syndicale une nouvelle impulsion. Gouvernement et patronat rêvaient de nous plonger la tête sous l'eau à cette occasion, ne cessaient d'évoquer l'inefficacité, l'insuffisance, l'absence de perspectives d'un tel mouvement».

Ignoble ! Maire met dans la bouche du gouvernement les propos tenus par des centaines de milliers d'ouvriers, même ceux qui ont participé à la grève ont bien souvent dit qu'elle ne servait à rien, mais qu'ils la faisaient par discipline. Des dizaines de sections syndicales CFDT et même CGT ont dénoncé dans des motions cette grève et ont appelé à ne pas la faire justement à cause de son caractère démobilisateur, volontariste, inefficace et récupérateur au profit de la gauche.

Dans les syndicats, les manœuvres antiouvrières et antidémocratiques doivent être dénoncées. cela est juste et de très nombreux ouvriers en ont conscience. Les militants syndicalistes honnêtes et courageux constituent l'immense majorité des rangs des syndicats. Ils comprennent et désirent sincèrement l'unité à la base et dans l'action pour s'opposer résolument et efficacement au patronat et au gouvernement.

C'est sur ces militants-là qu'il faut s'appuyer avant tout. C'est avec eux que se construira l'unité de classe du prolétariat dans la lutte anticapitaliste.

Les ennemis ne sont qu'un poignée, ce sont eux qu'il faut isoler. Ce sont eux qui impulsent la ligne bourgeoise dans les syndicats. Ce sont eux qui méritent à juste titre le nom de «bonze» syndical. Les autres militants sont trompés et croient sincèrement appliquer ce qui est juste. Ce sont des amis, il nous faut les gagner. Sans cela, les ouvriers s'opposeront les uns aux autres et les bonzes eux, pourront utiliser de fausses contradictions ou des contradictions au sein du peuple à leur profit.

YL

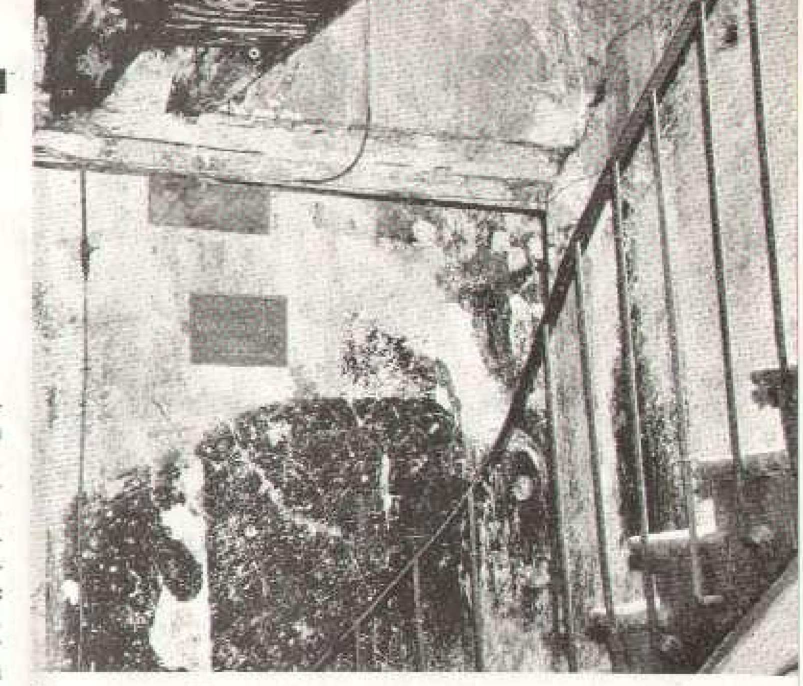
Dans les syndicats et dans leurs luttes contre les exploiteurs, les travailleurs s'opposent de plus en plus à la ligne bourgeoise développée par les directions syndicales.



Les droits des travailleurs immigrés

LES PAROLES ET LES ACTES !

Le premier janvier 1975, le Président de la République, Giscard d'Estaing, recevait des éboueurs à son petit déjeuner. C'était des immigrés. Le 27 février 1975, alors qu'il visitait les quartiers où sont concentrés les immigrés, le même Giscard d'Estaing déclara : *«Ces travailleurs immigrés , faisant partie de notre communauté productive nationale, doivent avoir dans la société française, que je m'efforce d'organiser, une place qui soit à la fois digne, humaine et équitable»* . En fait, il s'agissait bien de deux attitudes démagogiques destinées à faire oublier la réalité des conditions de vie et de travail de nos frères immigrés. (Voir photo ci-contre).



Dans un foyer de travailleurs immigrés.

Que déclare la constitution bourgeoise de la République française de 1958, qui reprenait le préambule de la constitution du 27 octobre 1949 ?

Article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 aout 1789 :

«Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits». Le préambule de la constitution du 27 octobre 1946 :

«Le peuple français proclame de nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.
La nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessairesa leur développement.»

Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 :
Article 16-3 : *«La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a le droit à la protection de la société et de l'Etat.»*

La crise économique s'approfondit. Il y a plus d'un million de chômeurs. Violant sa propre constitution, faite à son usage pourtant, la bourgeoisie édite des mesures anti-chômage, mesures Stoleru dont la teneur est de rendre les immigrés responsables du chômage. Il est aussi déclaré dans la note du 10 octobre 1977 :

»Les pratiques actuelles ont en effet montré qu'il n'est pas bon de maintenir l'immigration familiale et en même temps de protéger la situation du marché de l'emploi en opposant la situation de l'emploi lors de la délivrance de la carte de travail.

»Cette mesure serait à la fois inefficace et dangereuse (...). C'est pourquoi, il apparait nécessaire de suspendre à titre provisoire l'immigration familiale».

Sont prises aussi deux autres mesures : plus de carte de travail et élargissement du million pour «l'aide au retour». Dans les faits et quoique puisse dire Stoleru, ce sont bien des mesures à caractère raciste.

Le même gouvernement qui élabore les lois racistes Stoléru déclare que la sécurité des immigrés sera assurée par tous les moyens. Responsable du déchainement du racisme , le gouvernement couvre les agissements des bandes racistes qui tuent nos frères immigrés.

Bien plus, les flics s'entrainent au tir sur eux. C'est le tristement célèbre brigadier Marchaudon qui assassine un jeune immigré de plusieurs balles dans le dos. Ce sont les CRS qui répriment sauvagement une manifestation antiraciste à Strasbourg comme ils l'avaient fait bien des fois auparavant, notamment lors de la manifestation de protestation contre l'assassinat de Mohamed Diab en décembre 1972.

La bourgeoisie sort ses lois «démocratiques» pour mieux les contourner. Elle ne peut cacher la réalité, ses mains pleines du sang des ouvriers.

yves LEPIC

Repression d'une manifestation organisée à l'occasion de l'assassinat d'un travailleur algérien.



Sin-le-Noble (Nord)

ELIANE, 24 ANS, MORTE SILICOSEE

Sin- le-Noble dans la banlieue de Douai. La rue est toute illuminée de guirlandes de Noël. «L'usine des cristaux de soude», comme l'appellent les gens du coin, qui la devinerait derrière ce haut portail blanchâtre ouvrant sur la petite placa de la liberté ? C'est seulement en franchissant cette ouverture discrète que l'on aperçoit, au fond d'une cour, l'usine, l'entreprise des frères Leroy, «Produits d'entretien et de parfumerie, produits chimiques, javel, France, associés». C'est ici que travaillait Éliane Payelle. Elle est morte à quelques jours de Noël, silicosée à cent pour cent. Mère d'un petit garçon, elle avait vingt-quatre ans.

DIAGNOSTIC : SILICOSE !

Eliane travaillait à l'empaquetage de la poudre à récurer fabriquée à partir d'un mélange de soude, de silice et de colorants. Depuis cinq ans, ce sont les mêmes gestes des heures durant, face à une machine dépourvue de tout système de protection et qui projette dans l'air de la poussière de silice libre. En 1975, Eliane tombe malade et doit être hospitalisée. Diagnostic : silicose. Dès lors, elle n'acceptera plus que sa vie continue à lui être volée, elle va lutter. Une enquête est ouverte. En juillet 1975, elle dépose une plainte contre les frères Leroy pour «coups et blessures volontaires». Mais de mois en mois la silicose précoce s'aggrave.Éliane en mourra.



Dans une autre usine qui tue : Amisol à Clermont-Ferrand où les ouvriers sont empoisonnés à petit feu par l'amiante.

EAU DE JAVEL SOUDE ET CHLORE

«C'est devenu comme l'usine de la mort» me dit un vieux travailleur de Sin-le-Noble, mineur retraité. Chez Leroy, le travail est particulièrement pénible et dangereux, mais les protections les plus élémentaires ne sont pas respectées. *«Le patron ne nous fournit rien, ni bottes, ni vêtements, alors on met de vieilles jupes. Bien sûr ça fait quelquefois des trous»*, me dit une travailleuse, et elle ajoute : *«Tous ces produits, surtout ceux qui sont au «tatis», c'est très mauvais pour la peau, ça attaque, et les cheveux s'abiment très vite. On attrappe des cheveux de vieille».* Il y a deux ans un ouvrier est mort. Sa peau était à un tel point brûlée par les produits utilisés ou fabriqués (eau de javel, etc.) qu'elle partait en lambeaux. Et pourtant, on a prétendu que c'était une "leucémie". L'an dernier, une travailleuse a eu la main à moitié arrachée par une machine.

La main d'œuvre chez Leroy, ce sont essentiellement de jeunes travailleuses, ce qui permet au patron, couvert par la loi, de maintenir des salaires de misère. Mais comment s'étonner si beaucoup de ces jeunes ne restent pas longtemps dans l'entreprise.

UN PATRON HORS LA LOI !

En janvier 1977, donc bien avant la mort d'Éliane, la CFDT s'était portée partie civile contre les frères Leroy pour mépris de la législation sociale en matière de protection des travailleurs, non-respect du code du travail, notamment en ce qui concerne les conditions de travail des jeunes de moins de dix-huit ans, par rapport à la nocivité des produits et défaut d'adhésion aux services médicaux du travail. Comme on le voit, les frères Leroy appartiennent à cette catégorie de patrons hors- la- loi qui s'efforcent de maintenir une exploitation sauvage au mépris même de la loi. Aujourd'hui, après la mort d'Éliane, le PDG Jacques Leroy sera vraisemblablement inculpé "d'homicide involontaire". Mais comment faire confiance à la justice bourgeoise ?

«Partout où il y a des patrons, il y a des ouvriers qui risquent leur vie.

Il ne s'agit pas là d'une survivance archaïque du capitalisme "de la fabrique". Le vieux mineur avec qui je discute de la mort d'Éliane affirme avec son sens de classe : *«Au fond, partout où il y a des patrons, il y a des ouvriers qui risquent leur vie».* Ainsi le 7 octobre dernier, chez Leroux (chicorée) à Orchies près de Douai, Patricia Macrez, 21 ans, s'effondrait dans son atelier de travail. Elle devait décéder peu de temps après à l'infirmerie de l'entreprise.

Correspondant HR

En bref

• Lycée Corneille

Des «coupables» vite trouvés...

Le 23 novembre, le lycée Corneille de la Celle-Saint Cloud était détruit, en quelques minutes, par un incendie. Jusqu'à ce jour, la commission d'enquête ne s'est pas prononcée sur les causes de cet incendie. La police judiciaire de Versailles, elle, n'a pas eu besoin d'avoir l'avis de cette commission pour se mettre à la recherche de «coupables». Une quinzaine d'élèves ont été convoqués par la police judiciaire.

Les élèves convoqués ne l'étaient pas au hasard évidemment. Il s'agit d'anciens élèves connus pour leurs activités politiques, pour leur action durant les grèves de 73, d'élèves qui ne se pliaient pas à la discipline ou qui, tout bonnement, avaient de mauvaises notes. Les élèves et certains professeurs se sont demandés qui avait pu donner les noms de ces élèves. Ils sont allés le demander à la directrice qui a répondu que les flics étaient venus avec les noms et qu'elle s'était contentée de donner les adresses.

Légale ou illégale, non à la détention arbitraire

Peyrefitte et Bonnet viennent de publier une nouvelle instruction concernant les internements et les expulsions arbitraires de travailleurs immigrés.

Cette instruction met fin le 15 janvier à l'internement des travailleurs immigrés à Arenc et au dépôt de la préfecture de police. Derrière cette mesure qui peut apparaître positive, se cache en fait la législation de la détention arbitraire des travailleurs immigrés. Elle permet en effet à la police d'emprisonner sans le moindre jugement dans n'importe quelle prison. La détention jusqu'à présent illégale mais effective devient donc légale. Plus besoin de prisons clandestines donc. Une mesure dans le prolongement des mesures Stoléru.

• Pontoise

Contre la police qui tue

Lundi, à Pontoise, un jeune nomade de 20 ans, Pierre Vasseur, était tué par un flic qui lui a tiré un coup de pistolet dans la tête, alors qu'il refusait de se soumettre à un contrôle policier et tentait de se soustraire à celui-ci.

D'après le parquet général de Versailles, «il n'y a eu ni crime ni délit, mais application de la loi par un gendarme autorisé à ouvrir le feu sur un fuyard, après avoir fait des sommations». La police qui tue bénéficie une fois de plus de la protection de la justice bourgeoise et est en plus encouragée à poursuivre ses exactions.

Le père de la victime a porté plainte. Il conteste que l'assassin ait fait les sommations d'usage. Sur les trois coups de pistolet que celui-ci dit avoir tiré, l'un a traversé la porte et le couloir d'une maison pour se loger dans la salle de bain à 84 centimètres du sol, sans avoir fait le moindre ricochet.

Il aurait donc pu tuer quelqu'un se trouvant sur la trajectoire. Un deuxième coup de feu a tué Pierre Vasseur. Le père de celui-ci affirme donc que tous les coups de feu étaient destinés à tuer et qu'il y avait donc volonté de tuer. Il a porté plainte pour homicide volontaire.

• Marseille

Après le meurtre d'Abdellaoui Abdelmajid

Le frère du travailleur immigré, tué de trois balles de revolver, le 23 novembre dernier, à la gare Saint-Charles de Marseille, par un policier, s'est constitué partie civile. Jusqu'à présent, seule une enquête en vue de rechercher les causes du décès avait été ouverte.

Il ne s'agit pas là d'une action judiciaire. Le nom de l'assassin n'a d'ailleurs pas même été rendu public.

Nuage toxique sur le nord de l'Italie

Un nuage toxique, semblable à de la neige fondue, mais de couleur rouge, s'est abattu à la fin de la semaine dernière sur plusieurs localités de la région de Savone, ville du nord de l'Italie. Ce nuage était toxique et provenait de l'usine «Acna» du groupe Montedison. Il s'est abattu sur les localités pendant plus de dix minutes et a recouvert les toits et les champs d'une fine pellicule de couleur rouge. Il a provoqué des malaises chez plusieurs habitants dans la région. L'usine «Acna» a déjà fait l'objet de poursuites judiciaires à la suite de la mort de plusieurs ouvriers qui y travaillent, mort provoquée par un cancer vraisemblablement contracté durant le travail dans l'entreprise.

Ecologie

Les chamois rongés par la maladie

Réserves naturelles ou profits capitalistes ?

On les voit, flanqués dans des barres rocheuses situées près des points d'eau, ne fuyant qu'au tout dernier moment lorsqu'un danger approche, passer leurs journées à contempler la montagne d'un œil mort.

L'expression semble exagérée mais elle n'est malheureusement pas trop forte puisque la plupart des chamois, vivant dans la réserve nationale des Beauges (en Haute-Savoie) sont atteints d'une maladie appelée la «kérato-conjonctivite», sorte de cataracte du chamois, qui se manifeste par l'apparition d'une membrane blanche sur l'œil.

Presque tous les chamois sont atteints : les vieux mâles, les femelles, les éterlous (nom que l'on donne aux jeunes chamois qui auront un an lors de l'ouverture de la chasse) et même les chevreaux nés au dernier printemps.

Certains meurent de faim, n'arrivant plus à trouver à manger sur un territoire qu'ils ne peuvent plus quitter à cause de leur vue défaillante. D'autres meurent dans un coin isolé, les pattes brisées, après avoir malencontreusement franchi une falaise. Beaucoup seront tués par les gardes-chasse qui essayent ainsi d'enrayer la maladie. Nombreux seront encore ceux qui vont mourir cet hiver lorsque les conditions climatiques seront nettement plus rigoureuses.

Bien entendu, une enquête a été faite pour déterminer les causes de cette maladie. Officiellement, il ne s'agirait que d'une maladie purement biologique qui apparaitrait lorsque la concentration de chamois, résidant en permanence sur un territoire, est trop importante.

Mais n'a-t-on pas oublié quelque chose pour expliquer cette aberration écologique ?

En effet, comment expliquer l'augmentation excessive du nombre de chamois ? Quelle est la vraie raison du déséquilibre de la faune alpine ? Pourquoi l'équilibre écologique est-il rompu ? Les tentatives d'explication ne manquent pas : certains parlent de fatalité, de hasard et même de tare biologique inhérente à certaines espèces. Les plus réalistes mettent en cause la conception même des réserves dites naturelles et c'est en effet bien là que se situe le véritable problème.

La conception des réserves naturelles n'échappe pas à la loi du profit : leur but premier n'est pas de déterminer un territoire où les lois de l'équilibre naturel seront respectées mais il est de faire croire que la nature se porte bien en développant unilatéralement son côté exotique pour attirer les touristes.

Le cas de la réserve des Beauges est intéressant car il est très caractéristique : les touristes en vacances près d'Annecy auront l'occasion de voir des chamois, des moufflons, des marmottes... mais certainement pas des ours, des lynx ou des loups (prédateurs du gibier de montagne).

Il ne faut donc pas s'étonner de l'augmentation excessive du nombre de chamois puisque leurs ennemis naturels (qui régularisaient l'équilibre entre les différentes espèces en faisant disparaitre les animaux malades ou âgés) ont été totalement éliminés dans la région ; le dernier ours ayant été tué en 1903 au pied de la «Combe d'Yre».

Depuis, toutes les propositions, faites pour réintroduire ces espèces (exception faite d'une race de vautours, les gypaedes barbus) se sont heurtées au refus du ministère de l'Environnement.

Pensez donc ! Le nombre de touristes qui prendront le risque de se trouver face à face avec un ours ou un lynx, au détour d'un sentier, sera nettement moins élevé que le nombre de promeneurs habituels. Le côté touristique de la région en prendra un sérieux coup dans l'aile et comme tourisme égale profits, il y a des propositions qu'il vaut mieux ne pas entendre.

Il faut dire que, dans la région, tout est sacrifié au tourisme et aux profits qu'il peut rapporter.

Un lecteur



Plusieurs centaines de chamois sont déjà morts... et de nombreux autres vont encore mourir cet hiver ! Sur la photo, on remarquera le voile blanc qui couvre l'œil et qui rend le chamois quasiment aveugle.

Lorsqu'un danger approche, le chamois se réfugie dans les barres de rocher au lieu de fuir comme il le ferait en temps normal.



Les lecteurs ont la parole

L'unification des marxistes-léninistes : notre volonté !

Sur l'indication d'une librairie, une habitante d'un quartier parisien nous demande des informations sur la tentative d'unification de l'Humanité rouge et du PCR (ml) ; date, raison de l'échec. Plus précisément quelles sont les principales différences entre nous ?

De nombreux lecteurs nous posent aussi la question des rapports entre le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR(ml)). Cela témoigne d'ailleurs de leur très juste préoccupation au sujet de l'unité des marxistes-léninistes, unité on ne peut plus nécessaire et que nous souhaitons pour ce qui nous concerne voir progresser et aboutir le plus tôt possible à ce parti marxiste-léniniste unique dont doit disposer tôt ou tard la classe ouvrière de France et tout notre peuple révolutionnaire.

Les discussions entre les deux partis se poursuivent de manière globale avec des difficultés dont nous aimerions bien sûr qu'elles soient plus vite surmontées.

Mais les faits sont là ; selon le PCMLF (et c'est également notre avis), de même que les divergences constatées sur la scission de 1970 ne doivent pas constituer un obstacle infranchissable pour l'unité, de même les difficultés rencontrées aujourd'hui dans les discussions n'ont pas à s'opposer à l'unité d'action en des occasions et sur des points particuliers.

S'agissant de la bataille politique de 1978 sur laquelle l'unité des marxistes-léninistes, indépendamment des autres aspects du problème de l'unité, est au plus haut point souhaitable, des obstacles se sont faits jour. Ainsi notre directeur politique, Jacques Jurquet, citant une déclaration du Comité central du PCMLF, rappelait dans un récent éditorial de notre bimensuel les conditions dans lesquelles ce parti envisageait le soutien à d'autres candidatures.

Nous soutenons ces positions qui concernent l'attitude au second tour : engagement à ne se désister pour aucun parti bourgeois de droite ou de gauche (ce qui inclut d'ailleurs les organisations trotskistes).

Nos lecteurs le savent sans doute, le PCR (ml) n'a pas encore pris officiellement et clairement position sur ce point.

Il n'a toutefois pas suivi les organisations trotskistes comme la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) et le Comité communiste pour l'autogestion (CCA), avec lesquelles il menait des discussions, dans leur accord récent qui prévoit le désistement en faveur du PC ou du PS : cela eut d'ailleurs été contraire à la position affirmée lors du meeting du PCR, le 27 novembre à Paris.

D'autre part, tout porte à penser que la décision qu'il prendra, maintenant très prochainement, ne sera pas de se désister en faveur d'un parti de l'ex-Union de la gauche.

Certes les conceptions restent divergentes, par exemple sur cette question des relations avec les organisations trotskistes.

Mais un accord, qui serait au minimum de ne pas présenter, dans une même circonscription deux candidats se réclamant du marxisme-léninisme, et au mieux, une campagne commune, sur une même conception, une plate-forme et un sigle communs, est maintenant envisageable. Cela constituerait un important événement et un pas sérieux sur le chemin de l'unité.

Qu'il nous soit simplement permis de regretter que l'imprécision de la position du PCR (ml) et les doutes qui pouvaient en découler aient empêché que s'élabore plus tôt un tel accord. De notre côté, nous ferons tout pour le favoriser.

A propos de la théorie du président Mao sur la division en 3 mondes

PARTIR DES FAITS POUR TRANSFORMER LA REALITE



Nous avons, dans notre précédent „uméro, attiré l'attention de nos lecteurs sur un aspect de la brochure chinoise *«La théorie du président Mao sur la division en trois mondes, importante contribution au marxisme-léninisme»* : cet aspect, c'était comment le Parti communiste chinois mène le débat idéologique au sein du Mouvement communiste international.

Nous poursuivons ici nos remarques à propos de la brochure chinoise en abordant la question de la démarche suivie par le président Mao dans l'analyse du monde actuel. Il s'agit en effet, selon nous, de la plus magistrale illustration de ce en quoi consiste le matérialisme dialectique : profitons-en puisque le débat actuel sur la théorie des trois mondes est une excellente occasion pour distinguer mieux l'opposition fondamentale entre la démarche de pensée idéaliste et métaphysique et la démarche matérialiste dialectique. Auparavant, quelques rappels généraux...

Marx et Engels n'étaient que deux

Marx et Engels n'étaient que deux à partager leur conception révolutionnaire du monde lorsqu'en 1848 ils publièrent le *«Manifeste du Parti communiste»* et il fallut plus de trente années pour que le marxisme commence à l'emporter sur les diverses théories socialistes non prolétariennes. Marx et Engels n'étaient que deux en butte à la répression des États bourgeois et féodaux à un moment où la classe ouvrière moderne venait seulement de naître et pourtant ils affirmèrent avec une conviction de fer :

«Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables».

Pourquoi Marx et Engels avaient-ils cette certitude ? Pensaient-ils à eux deux seuls changer la face du monde ? Ou étaient-ils des prophètes, des mystiques, les prêtres d'une nouvelle religion, des illuminés comme les classes réactionnaires ont souvent voulu les représenter ?

En aucune façon. Marx et Engels s'appuyaient au contraire sur une analyse scientifique de l'histoire de l'humanité : c'est en se fondant sur une telle étude, c'est-à-dire en considérant les faits matériels objectifs, la nature des diverses sociétés qui se sont succédées au cours de l'histoire qu'ils arrivèrent à cette conclusion :

«L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes.

»Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société toute entière, soit par la destructions des deux classes en lutte».

Les révolutions sont inévitables

Autrement dit, Marx et Engels en arrivaient à cette conclusion que la source du progrès de l'humanité résidait dans les contradictions mêmes de la société. Aujourd'hui, il est tout à fait clair que les divers pays européens ont tous connu des révolutions bourgeoises que celle-ci ait eu lieu dès le 17e siècle comme en Angleterre, au 18e siècle comme en France ou même au 20e siècle, en février 1917, comme en Russie. Ainsi, l'époque des révolutions bourgeoises a duré trois siècles. Cela est beaucoup à l'échelle d'un individu et peu face aux millénaires que compte l'humanité, mais ce mouvement a eu lieu : en dépit de difficultés, de vicissitudes partout la bourgeoisie capitaliste a pris le dessus sur la classe féodale.

Ce fait prouve que la révolution est indépendante d'un homme ou de la volonté humaine en général : elle est inéluctable, elle découle des contradictions de classe de la société.

Depuis Octobre 1917, le monde est entré dans l'ère de la révolution prolétarienne mondiale. En un quart de siècle, plus du quart de l'humanité a déjà atteint le stade de la dictature du prolétariat sur les anciennes classes exploiteuses et marche vers le communisme, la société sans classes.

Ne peut-on dire avec certitude que la victoire du communisme sur le capitalisme est inévitable ? Même si ce processus est long, sujet à des revers, même s'il connaît des retours en arrière comme par exemple la restauration du capitalisme en URSS par Krouchtchev et Brejnev, on peut affirmer que l'issue du processus est certaine.

La force des idées justes

Mais alors, dira-t-on, dans tout cela où est la place du marxisme-léninisme, quel est le rôle des forces révolutionnaires conscientes ? Pourquoi attacher tant d'importance à l'édification d'un parti marxiste-léniniste, à une ligne correcte marxiste-léniniste ?

Effectivement, pour nous ces questions sont importantes, décisives même. Si ce ne sont pas les idées, ni la volonté humaine qui constituent la base des changements, elles jouent pourtant un grand rôle : en effet, grâce à des idées justes et à une volonté révolutionnaire ferme, il est possible d'accélérer le cours de l'histoire : il est possible d'éviter les revers, les retours en arrière, d'abréger les longues souffrances des masses populaires.

C'est ainsi que, grâce à la direction des partis communistes en Russie, en Chine, en Corée, au Vietnam, au Cambodge, il a été ou il est possible de faire l'économie d'une société capitaliste.



C'est parce que Mao-Tsé-toung a su discerner dans la paysannerie la force principale de la révolution en Chine que celle-ci a pu triompher.

Cela explique pourquoi les marxistes-léninistes attachent une haute importance à la théorie de la révolution. C'est seulement en ayant des idées justes sur la réalité que l'on peut transformer la réalité. Cela est vrai dans le domaine des sciences de la nature. Un exemple : pendant longtemps, les hommes ont rêvé de voler dans les airs ; certains, admirables de courage, se sont même lancés du haut de hautes montagnes avec des ailes de papier. Mais c'est seulement lorsqu'on a maîtrisé les lois de l'aérodynamique que l'on a pu construire des avions plus lourds que l'air. Cela montre que pour transformer la nature et s'en affranchir, il faut connaître les lois de la nature. Changer les lois naturelles est impossible mais les utiliser au lieu de les subir, cela est possible.

Analyse de classe et analyse concrète d'une situation concrète

Transformer la société demande de la même manière de connaître les lois de la société. A cet égard, le prolétariat révolutionnaire dispose d'une méthode et d'un instrument. Cette méthode consiste avant tout à analyser les classes et les rapports de classe sur la base des faits objectifs : en d'autres termes, il s'agit de classer les différentes classes sociales suivant les rapports qu'elles entretiennent en examinant qui opprime qui, qui exploite qui, qui menace qui, etc. et d'en dégager la contradiction principale et les contradictions secondaires de la société.

Le document élaboré par l'organe central du Parti communiste chinois rappelle à ce propos comment Lénine procéda au 2e congrès de l'Internationale communiste en 1929.

Lénine classe de façon explicite en trois catégories les pays du monde qui totalisaient alors un milliard 750 millions d'habitants, et fait de cette classification le point de départ fondamental pour déterminer la stratégie et la tactique du prolétariat international. Il dit :

« Cela nous donne, en ses traits généraux, le tableau du monde tel qu'il apparaît après la guerre impérialiste. Un milliard et quart d'hommes dans les colonies opprimées, les pays démembrés comme la Perse, la Turquie, la Chine, et les pays vaincus, réduits à l'état de colonies. (Lénine fait ici allusion à l'empire austro-hongrois, à l'Allemagne et à la Bulgarie, ainsi qu'à la Russie des Soviets que la guerre a rejetée... dans une situation analogue à celle des colonies. — Note de la rédaction). Un quart de milliard d'hommes, tout au plus, pour les pays qui se sont maintenus dans leur situation d'antan, mais qui sont tous tombés sous la dépendance économique de l'Amérique et qui, durant toute la guerre s'est étendue à tout l'univers et n'a permis à aucun pays de rester neutre en fait. Enfin, l'on compte encore un quart de milliard d'habitants, tout au plus, dans les pays (Lenine désigne ici notamment les Etats-Unis, le Japon,et la Grande Bretagne. — Note de la rédaction) dont, bien entendu, seul le haut du panier, seuls les capitalistes ont profité du partage du globe... Je tiens à vous rappeler ce tableau du monde, car toutes les contradictions fondamentales du capitalisme, de l'impérialisme, qui mènent à la révolution toutes les contradictions fondamentales du mouvement ouvrier qui ont mené la lutte acharnée contre la IIe Internationale, tout cela est lié au partage de la population du globe.»

C'est en procédant à cette analyse que Lénine parvint à cette conclusion :

« L'issue de la lutte dépend finalement de ce fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc, forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité de la population qui, depuis quelques années, est entraînée avec une rapidité incroyable dans la lutte pour son affranchissement ; à cet égard, il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale. Dans ce sens, la victoire définitive est absolument et pleinement assurée»

Mao Tsé-toung n'a pas procédé autrement pour élaborer la théorie des trois mondes et déterminer que le tiers monde est la force motrice principale du progrès historique actuel.

En procédant à cette analyse scientifique, Mao Tsé-toung a donné au prolétariat et aux classes révolutionnaires du monde un extraordinaire instrument pour mener victorieusement la lutte des classes à l'échelle mondiale.

Henri JOUR

(SUITE DE LA PAGE 32)

films. Le moindre geste est calculé pour aboutir à ces jeux de mime d'une extraordinaire sobriété qui en dix secondes en disent plus long que toute gesticulation.

«Rien n'est laissé chez lui à l'improvisation, rapportait Max Linder, en 1919. Il répète toutes les scènes jusqu'à ce qu'il en soit content. Il tourne chaque répétition et les passe toutes en projections plusieurs fois, pour y découvrir le défaut ou l'imperfection qui nuit aux effets recherchés. Il recommence jusqu'à ce qu'il soit content et il est lui-même plus difficile que le spectateur le plus âpre à la critique.»

Et Charlot devient le clown grotesque de qui ont se moque mais le révélateur du ridicule des autres, flics, gros et gras capitalistes.

Si Charlot nous fait rire c'est rarement aux dépens de lui-même, presque toujours aux dépens des autres. Pour lui, nous ressentons finalement beacoup de sympathie, de tendresse même, sans que jamais celle-ci n'atteigne la pitié.

Au-delà des tartes à la crème

Mais Chaplin va dépasser ce premier stade où finalement il ne s'agit encore que du combat du petit contre le grand, du malingre contre le gras, du gentil contre le méchant et où l'ordre social qu'il dénonce reste quelque peu abstrait.

En 1931 et 1932, il parcourt l'Europe en pleine crise économique et cela donnera en 1936 «Les Temps modernes» où Chaplin s'intègre totalement en Charlot-ouvrier, dans les rouages de l'exploitation pour dénoncer un ordre social bien déterminé, celui de la société capitaliste qui déshumanise l'homme, qui le convertit en une simple pièce d'une gigantesque machine.

La caractéristique principale de Charlot sera de ne jamais se soumettre, malgré sa faiblesse apparente, de ne jamais accepter l'ordre établi, l'injustice, l'aliénation, l'oppression.

En 1940, malgré les menaces des autorités allemandes et américaines, Chaplin réalise une féroce satire du nazisme dans «le Dictateur». Au dictateur Adenoise Hynkel, il oppose un tribun populaire qui appelle *«le peuple qui a le pouvoir de créer à utiliser ce pouvoir, à se battre pour un monde nouveau contre les dictateurs qui font de l'homme un esclave». Nous sortons des ténèbres, nous allons vers la lumière, l'avenir glorieux nous appartient*, fait-il dire à son héros.

Le film lui vaudra ce jugement de Gœbbels : *«C'est un petits juif méprisable, mesquin et avide».*



«Le Dictateur» (1940), un film antifasciste.

Un homme dangereux pour le Pentagone



Dans «Les temps modernes», Charlot ouvrier à la chaine est pris dans les engrenages fous de l'exploitation.

Dès les premiers temps, l'esprit d'indépendance de Chaplin lui a valu des ennuis avec les studios cinématographiques et les producteurs.

C'est pour échapper à leur contrôle qui aurait ôté toute liberté aux acteurs, qu'il crée sa propre compagnie de production, «Les Artistes Associés». A cette époque, il se prononce contre la concurrence entre acteurs et refuse les prix.

Dans les années de crise économique de 1925-1932, alors que Charlot se bat contre la misère, tandis qu'il incarne Hitler à l'écran, Chaplin demande l'ouverture d'un second front dans la guerre contre le nazisme pour venir en aide à l'URSS. Chaplin avait voyagé à plusieurs reprises en Chine où il rencontra notamment Lu Sin. Lors de son dernier séjour, en 1954, il eut une entrevue avec Chou En-lai.

Son œuvre cinématographique et ses prises de positions lui vaudront la haine de la bourgeoisie américaine. A partir de 1947, époque du maccartysme, et de la chasse aux sorcières, la commission des activités anti-américaines s'en prend violemment à Chaplin. Le sous-secrétaire d'État de l'époque affirmera que *«le Pentagone considère que Chaplin est dangereux pour le peuple américain»* On l'accusera de *«pervertir la jeunesse»* par ses films et Richard Nixon, alors député de Los Angeles, et membre de la Commission des activités anti-américaines ne sera pas le moins féroce contre Chaplin, taxé de communiste.



Charlot : malgré sa faiblesse apparente, il n'acceptera jamais l'injustice et l'ordre établi.

La foi en l'homme et en son avenir

Interrogé sur ses sentiment face à cette campagne, Chaplin répondra : *«Tout cela ne compte pour rien. Ce qui compte, c'est l'avenir de l'humanité».*

«Je crois à l'homme, c'est toute ma politique», répondait-il à ses détracteurs. Mais croire à l'homme, c'était bien ce que lui reprochait la bourgeoisie qui ne croit qu'à l'argent.

Charlot-Chaplin s'est battu constamment pour la liberté contre l'oppression en croyant à la possibilité d'un monde meilleur. C'est vrai, ses films font plus souvent appel à la débrouillardise d'un petit homme rusé qu'à la force du peuple dans la lutte contre la société. C'est vrai, Charlot pèche parfois par sa sensiblerie et s'évade souvent de sa pauvreté par le rêve. Mais il reste que Chaplin a contribué au combat pour la justice sociale, pour la liberté à travers l'arme du comique, en nous faisant rêver, enfants et adultes à une vie plus juste, en nous appelant à ne jamais nous soumettre et jamais accepter un ordre social injuste.

Qui ne se souvient de cette fantastique scène où le dictateur jongle avec un globe terrestre rêvant de conquérir le monde tout entier jusqu'à ce qu'il lui explose sous le nez. N'est-ce par une leçon que certains émules actuels d'Adenoise Hynkel devrait méditer ?...

«Pour Verdoux, disait Chaplin, le crime est la continuation des affaires par des méthodes différentes».

Pierre DELAUBE

CHARLOT

«Je n'ai pourtant pas besoin de lire les livres pour savoir que le grand thème de la vie, c'est la lutte et aussi la souffrance. Instinctivement, toutes mes clowneries s'appuyaient là-dessus».

Chaplin — Histoire de ma vie.

Un rire qui frappe juste

Charlie Chaplin est mort le 25 décembre dernier à l'âge de 88 ans dans sa résidence près de Vevey. Il nous laisse en partant un Charlot bien vivant, toujours actuel, petit être étriqué qui ne cesse de s'opposer à la misère, l'égoïsme, l'oppression engendrés par le système capitaliste et qui sut également incarner dans une féroce satire le dictateur nazi.

Né le 16 avril 1889 dans un quartier misérable de Londres, Chaplin savait ce qu'était la misère pour l'avoir longtemps vécue. Il eut le mérite de ne pas l'oublier et de faire des humiliés, des exploités, les héros de ses films réincarnés en autant de Charlots.

Il débuta sa carrière d'acteur cinématographique aux États-Unis où il avait émigré en 1910 par une trentaine de courts-métrages comiques de ceux que les studios keystone produisent par centaines.

Il campe alors notamment des rôles d'escrocs en haut-de-forme, redingote, monocle et chaussures vernies de gentleman. Mais Chaplin ne s'en contente pas ; il entend donner un autre contenu au cinéma, et ne pas céder à la facilité du burlesque des poursuites et des tartes à la crème et se dégage de l'influence de Mack Sennett qui faisait des gags une fin en soi.

Au-delà des tartes à la crème

C'est de cette exigence de qualité artistique et de recherche d'un personnage qui soit autre chose qu'un pantin et qui rejoigne les types réels des humiliés de Londres que naît Charlot, qui, malgré sa misère, sa faiblesse entend conserver sa liberté et sa dignité.

La perfection qu'il atteint du point de vue artistique est le fruit d'une patiente recherche. Chaplin répète lui-même les rôles de tous les personnages de ses



Une image de Charlot : la lutte et la malice des opprimés face au chien de garde de la bourgeoisie.

(SUITE PAGE 30)